

COMBATTRE pour en finir avec le capitalisme



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



UN MOUVEMENT PARTI DU PLUS
PROFOND DE LA CLASSE OUVRIERE
QUI POSE LA QUESTION D'EN FINIR AVEC
SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT



Espagne :
La grève générale
et ses conséquences

p. 16

Grande-Bretagne :
Le plan "à la hache"
de Cameron

p. 17

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 6

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

UN MOUVEMENT PARTI DU PLUS PROFOND DE LA CLASSE OUVRIERE QUI POSE LA QUESTION D'EN FINIR AVEC SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT

DU PLUS PROFOND DE LA CLASSE OUVRIERE

Le mouvement qui s'est déroulé en France a surgi du plus profond de la classe ouvrière en riposte à la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon. Il a mobilisé dans toutes les couches de la société. La réforme Woerth contre les retraites a cristallisé cette très forte combativité des travailleurs et de la jeunesse sans pour autant déboucher favorablement.

Ce plan d'allongement de la durée du travail, « *mère des réformes* » du gouvernement Sarkozy-Fillon, répond aux nécessités de la bourgeoisie française. Il intervient dans le contexte de la pire crise économique du capitalisme depuis les années 30. A travers cette réforme, la bourgeoisie française vise à refaire son retard par rapport aux autres bourgeoisies européennes. Ces dernières ont déjà commencé à mettre en coupe réglée leurs classes ouvrières et continuent

à leur porter des coups très rudes, comme au Royaume Uni, en Irlande, en Grèce, en Espagne, etc....

Pour le gouvernement, après la défaite aux européennes de 2009 et le laminage électoral aux régionales de 2010, une victoire politique sur la classe ouvrière était indispensable pour pouvoir faire passer le reste du plan d'économies de 100 milliard d'euros d'ici à 2013.

La puissance des manifestations, comme le refus d'abandonner le combat alors que les directions syndicales organisaient des chapelets de journées d'action est la démonstration que la classe ouvrière française menait un combat non seulement contre la réforme Woerth des retraites, mais aussi et surtout contre l'ensemble de la politique de ce gouvernement, contre ce gouvernement même.

UNE REFORME RENDUE POSSIBLE PAR LA COLLABORATION DE CLASSE

Cette réforme s'inscrit dans la continuité de l'offensive de la bourgeoisie pour en finir avec le salaire différé, pour faire baisser la valeur de la force de travail, offensive initiée par Rocard dès 1991. Cette offensive a été poursuivie par le gouvernement Balladur en 1993. A l'époque, le gouvernement a fait passer, pour les travailleurs du privé, le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein de 37,5 à 40, et le salaire de référence pour le calcul de la retraite des 10 aux 25 meilleures années.

Depuis 1993, de nombreuses attaques se sont succédées jusqu'en 2003 où le gouvernement Chirac-Raffarin dont Fillon était ministre des affaires sociales et du travail, imposait aux fonctionnaires 40 annuités de cotisations, en infligeant une défaite importante à la mobilisation des salariés de la Fonction publique et en particulier de l'Education nationale. Le gouvernement d'alors excluant de ce segment de la réforme, pour ne pas multiplier les fronts, les salariés couverts par des « régimes spéciaux » : SNCF, RATP, EDF, GDF... . Ceux-ci ne perdaient rien pour attendre. En effet, dès 2007 le gouvernement dirigé par Fillon, premier ministre de Sarkozy, s'attaquait à la révision des régimes spéciaux.

On se souvient des tractations que la direction de la CGT, majoritaire à la SNCF engagea avec le gouvernement, dans le dos des cheminots en grève depuis 10 jours, et qui aboutirent à l'alignement desdits régimes spéciaux sur le régime commun, le nombre d'annuités pour une retraite à taux plein passant de 37,5 à 40 en 2012, contre le maintien du calcul des pensions sur les six derniers mois de salaires.

Se fondant sur le rapport du Comité d'Orientation des

Retraites (COR) du 29 octobre 2007, le gouvernement Fillon décidait dès 2008 un allongement de la durée de cotisations nécessaires pour une retraite à taux plein de 40 annuités à 41 en 2012 puis 41,5 en 2020, ouvrant la voie au report de l'âge de la retraite, objet de la nouvelle réforme des retraites en 2010.

Le sommet social initié par Sarkozy dès le 15 janvier 2010 a donné le coup d'envoi des discussions avec les directions des organisations syndicales. Le 23 mars les organisations syndicales convoquaient une première journée d'action pour « peser » sur les discussions, engagées en fait depuis des mois sans que les dirigeants des organisations syndicales n'aient prévenu les travailleurs.

Puis le 15 avril le rapport du Comité d'Orientation des Retraites, dans lequel siègent les représentants des directions syndicales, du PS, du PC aux côtés des représentants de l'Etat et du patronat, faisait état d'un diagnostic partagé par tous les protagonistes : il fallait une réforme pour « sauver le régime par répartition des retraites ». Plusieurs hypothèses pour cette réforme étaient contenues dans le rapport, dans lequel le gouvernement a choisi celle qui répondait le mieux à la situation de la bourgeoisie française et à ses besoins politiques.

Aussi, le 16 juin, juste avant les vacances, le gouvernement Sarkozy-Fillon annonce que l'âge légal de la retraite sera relevé à 62 ans dès 2018, et que l'âge du départ sans décote passera de 65 à 67 ans, mesure qui concerne nombre de salariés qui ont connu des ruptures de carrière, du chômage de longue durée, les temps partiels. Les salariés vont devoir payer la crise et cela commence par les retraites.

LE DISPOSITIF DES DIRECTIONS SYNDICALES CONTRE LA CENTRALISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Dès la parution du projet de loi du gouvernement, toutes les directions syndicales y sont allés de leur indignation contre

une réforme « injuste » et ont fait des contre-propositions pour que le gouvernement réécrive le texte. Bernard Thibault

précise début juillet, dans divers interviews, qu'il « *refuse qu'on s'inscrive dans un stratégie du tout ou rien* », indiquant par là que l'objectif pouvait être d'obtenir quelques aménagements à la marge mais en aucun cas le retrait du projet et continuant à estimer qu'il faudrait des mesures pour assurer l'équilibre financier des régimes de retraites.

Pendant toute la durée du conflit chacun a pu entendre que cette réforme n'avait pas été négociée, or elle l'a bel et bien été pendant plus de trois mois. Les directions syndicales étant prises sous la pression de la base, seule une ouverture du gouvernement sur l'une ou l'autre des deux mesures d'âge aurait pu leur permettre de trouver une échappatoire. Mais pour le gouvernement, il ne pouvait en être question.

Les directions syndicales CGT, CFDT, FO, SUD, CFTC, CGC, UNSA, FSU, réunies en intersyndicale, ont convoqué de multiples journées d'action : le 29 mars, puis le 28 mai pour « *peser sur les discussions* » en cours : 1 million de manifestants le 28 mai. Puis après la parution du projet de loi : manifestation du 24 juin, forte mobilisation de la classe ouvrière à 2 millions de manifestants.

Nouvelle journée d'action le 7 septembre alors que débutait

l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale, de nouveau 2 millions de manifestants.

Tous les 15 jours à partir de là, l'intersyndicale décide une nouvelle journée d'action pour « *poursuivre et amplifier le processus de mobilisation pour obtenir des mesures justes et efficaces afin d'assurer la pérennité du système de répartition* ».

Le jour du vote du projet en première lecture à l'Assemblée nationale, le 15 septembre, elle décide « *une journée forte d'initiatives et d'interpellation des députés, des membres du gouvernement et du Président de la République dans les circonscriptions et départements* », alors que les députés sont en train de voter le projet à l'Assemblée Nationale. Au lieu d'une manifestation centrale devant le Parlement pour interdire le vote, les travailleurs doivent interpellier, chacun dans leur circonscription, le député absent.

Et le 23 septembre, nouvelle journée d'action. Puis les 2, 12, 16 et 19 octobre et à chaque fois les travailleurs ont répondu massivement présent. Ainsi à 9 reprises, ils ont été baladés de semaine en semaine sans qu'aucun mot d'ordre central leur permette de se dresser tous ensemble jusqu'à satisfaction.

UN MOUVEMENT PUISSANT MAIS CADENASSE PAR LES APPAREILS

Il y a sans doute eu dans la classe ouvrière comme dans la jeunesse qui se joint à elle lors des dernières manifestations, l'illusion que comme pour le CPE en 2006, des manifestations massives de 2 millions voire 3 millions de manifestants comme le 2 et le 12 octobre pourraient suffire à faire reculer le gouvernement.

Or, entre 2006 et 2010 il y a une différence énorme : la crise du capitalisme. Celle-ci s'est déclenchée en 2008 entraînant la faillite en chaîne des banques et des compagnies d'assurances. Pour sauver le système financier, les états ont injecté des milliards de dollars et d'euros au prix d'un endettement phénoménal. Maintenant tous les états vont devoir rembourser les milliards qu'ils ont empruntés pour sauver le capital financier. En conséquence, Sarkozy qui n'est

pas Chirac, et son gouvernement ne peuvent absolument rien lâcher.

Il y a donc eu des millions de manifestants lors des neuf « journées d'action », mais des manifestations cadrées par les mots d'ordre de l'intersyndicale : pour une bonne réforme, la question du retrait du projet de loi n'arrivant que progressivement dans les manifestations à partir du 2 octobre et cette question faisant l'objet d'une bataille dans les sections syndicales, notamment à la CGT dont la direction s'opposait bec et ongles à la centralisation. Chaque syndicat, membre de l'intersyndicale, tenant sa partition propre tel FO sur une « *grève générale* » de 24 heures ! A aucun moment, ces puissantes manifestations n'ont pu exprimer l'exigence que les directions syndicales appellent à la grève générale.

GREVES RECONDUCTIBLES A LA BASE CONTRE GREVE GENERALE

Le dispositif des appareils confronté à la réponse massive de la classe ouvrière et de la jeunesse dans le sillage de celle-ci était parfaitement conscient. Il a laissé aux assemblées générales la responsabilité d'appeler à des grèves reconductibles boîte par boîte, secteur par secteur c'est-à-dire de façon disloquée. La position exprimée dans la CGT en particulier étant celle de la « *démocratie à la base* ». La plus belle illustration étant celle des fédérations de cheminots ainsi que des Mines et de l'Energie qui, avant le 12 octobre, ont lancé le mot d'ordre de grève reconductible. Didier Le Reste, patron de la puissante fédération de cheminots précisant au passage que « *la grève générale n'est pas réclamée par la base* »

De fait, dans les secteurs de la classe ouvrière dans lesquels perdurent les traditions d'organisation de type assemblées générales régulières où les travailleurs échangent et confrontent, les fédérations ont effectivement appelé à la grève reconductible : « *ainsi (les salariés) pourront décider avec leurs organisations syndicales chaque jour des initiatives en lien avec les autres secteurs professionnels, permettant d'obtenir satisfaction sur le dossier des retraites* » (Fédération CGT Mines Energie – 6 oct 2010).

Le mouvement de grèves reconductibles a ainsi reposé essentiellement sur les secteurs des transports, de l'énergie, des ports et des docks, des éboueurs et dans quelques secteurs de la fonction publique qui conservent les mêmes traditions d'organisation comme la direction du travail ou celle du trésor public. Les autres secteurs de la classe venant solidairement en appui aux blocages sur les piquets de grève des dépôts de carburants et des raffineries. La direction de la CGT, majoritaire dans ces secteurs qui ont toujours montré leur combativité, a délibérément choisi de les enfermer dans une grève sectorielle reconductible sans perspective.

De plus, le même dispositif a été utilement repris par les petits appareils du genre SUD et par les gauchistes de tout poil. Pour eux, les directions syndicales ne seraient pas responsables de la centralisation du combat, lui opposant le mot d'ordre d'auto-organisation des masses, ils ont également combattu pour les grèves reconductibles. Ainsi, Le NPA, SUD, accompagnés par la CNT, comme ce fut le cas à Lyon, ont convoqué de manière relativement confidentielle, des assemblées générales dites « *interprofessionnelles* » après manifestation.

Ces AG ont réuni un nombre limité de salariés appartenant à des secteurs de la classe peu en pointe dans lesquels, comme par exemple à l'Education nationale, en dehors des journées d'action la grève reconductible n'était suivie le plus souvent que par des individus isolés. Ces AG ont donc développé la même ligne dislocatrice appuyant la politique de l'intersyndicale. Les prises de position qui ont pu y être adoptées, sous la pression de quelques participants, pour l'appel aux directions syndicales pour la grève générale sont restées lettre morte.

LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON N'A PAS CEDE

Devant ce combat disloqué, le gouvernement n'a évidemment pas cédé.

Au contraire, en l'absence de grève générale effective, il a pu procéder à des réquisitions de grévistes dans les raffineries, une première en France depuis 1963, lorsque de Gaulle décréta la réquisition des mineurs. Le gouvernement a pu également durement réprimer à Lyon et dans d'autres villes des manifestations de jeunes en jouant la carte de la provocation policière.

Au lieu de décréter et d'organiser la grève générale face à cette répression tout azimut, la seule réponse de l'intersyndicale, le 21 au soir, fut de réaffirmer que « *des millions de salariés affirment vouloir une autre réforme des retraites* » et qu'elle s'engageait à « *veiller au respect des biens* ». Un véritable quitus pour Sarkozy et le gouvernement qui, le 27 octobre, fit voter sa loi au Sénat après le vote à l'Assemblée Nationale. Dès lors, Chérèque déclara qu'« *une loi est toujours perfectible* » et il s'empressa d'annoncer

Mais au soir du 28 octobre, alors que les AG des cheminots et de l'énergie ont toutes voté la reprise, c'est ce dispositif qui perdure par endroit pour maintenir l'illusion que le mouvement continue, que la grève reconductible n'a pas été un échec mais que « *l'échec tient au fait que tout le monde n'est pas parti en même temps* » alors qu'« *on n'a plus besoin des grandes Confédérations, c'est le peuple qui porte le mouvement et qui le prend en main.* » (extrait du compte rendu de l'assemblée interprofessionnelle de Tours du 28 octobre 2010). Ce sont donc les travailleurs qui sont responsables de l'échec actuel !

l'ouverture de négociations avec le Medef dans le cadre de l'application de la réforme. De son côté, Bernard Thibault précisa que le mouvement contre la réforme des retraites « *continuerait* » en prenant « *d'autres formes* ».

De fait, seule la force unie de toute la classe ouvrière et de la jeunesse déferlant dans la grève générale, se centralisant et menaçant de balayer ce gouvernement pouvait l'emporter. Cette mobilisation posait la question d'en finir avec Sarkozy et son gouvernement au service du capitalisme en crise, de les chasser du pouvoir sans attendre 2012, car dans la situation de crise généralisée du capitalisme, toute revendication de la classe ouvrière pose la question : quel gouvernement peut satisfaire les revendications ? C'est cette question que devait poser la grève générale.

Pourtant, dans ce mouvement, les masses n'ont pas trouvé la solution pour y répondre au travers de leurs organisations syndicales et politiques puisque toutes ont couvert les consignes et les mots d'ordre de l'Intersyndicale.

QU'EST-CE QUI EST NECESSAIRE ?

Ce mouvement parti du plus profond de la classe ouvrière pose de fait la question d'en finir avec Sarkozy et son gouvernement au service du capitalisme en crise.

Au soir du 28 octobre, ce mouvement a subi un coup d'arrêt, un reflux indéniable. Il n'a pu obtenir que les directions de ses organisations syndicales et politiques rompent tout dialogue avec la bourgeoisie, qu'elles organisent la centralisation du combat contre le gouvernement sur des mots d'ordre clairs : A bas la réforme des retraites ! Retrait du projet de loi ! Grève générale pour vaincre et chasser Sarkozy sans attendre 2012 ! Sarkozy n'a pu tenir que grâce à la complicité des directions des organisations syndicales. Il a remporté une victoire sur le terrain purement économique des retraites, mais rien n'indique qu'il ait remporté une victoire sur le terrain politique.

En effet, l'ampleur du mouvement, la profondeur de la colère, la volonté d'en finir avec ce gouvernement, avec Sarkozy, qui en a été le fil conducteur, le refus de renoncer au combat alors que les journées d'action appelées par les directions syndicales s'enchaînaient laissent à penser que la classe ouvrière cherche et cherchera de nouveau la solution pour en finir avec la régression sociale imposée par le capitalisme en crise.

Pour répondre, le PS, le PC, le PG renvoient à l'échéance de l'élection présidentielle en 2012 sur une solution de type

Front populaire, c'est-à-dire un gouvernement qui ne touchera pas aux institutions bourgeoises et dont la politique s'inscrira dans le respect du capitalisme et ne pourra donc donner que ce que l'on peut voir en Grèce et en Espagne... Or l'expérience du combat contre la réforme des retraites montre que la classe ouvrière et la jeunesse devront **imposer** aux dirigeants syndicaux, comme aux partis se réclamant de la défense de la classe ouvrière, la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications.

A la perspective du Front populaire, il faut opposer celle d'un gouvernement ouvrier issu du combat de la classe ouvrière qui seul pourra, en s'attaquant au capitalisme, satisfaire l'ensemble de ses revendications

Mais l'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre à la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir et poursuivre son offensive avec l'aide des dirigeants syndicaux et des partis se réclamant de la défense de la classe ouvrière. Il est aujourd'hui plus urgent que jamais de construire ce parti.

Le CCI(T) est l'un des éléments de ce regroupement indispensable compte tenu de la situation politique française. Nous proposons à tous ceux qui en sont d'accord, d'engager la discussion sur la nécessité de construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Le 05 novembre 2010.

Les camarades du groupe « Révoltes » ont édité ce tract dont le CCI(T) partage les idées et qu'il propose à ces lecteurs.

Les Roms de l'Est :

DES TRAVAILLEURS CONFRONTES AU RAVAGE DU CAPITALISME

ARRET DES EXPULSIONS !

FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LE DROIT DES ROMS

A LIBRE RESIDENCE, A UN EMPLOI, A UN LOGEMENT, A LA SCOLARITE ET AUX SOINS GRATUITS

Les Roms désignent une population d'origine indienne, qui est venue s'installer au Moyen-âge en Europe, particulièrement en Europe de l'Est. Ces « tsiganes » (ce qui signifie esclaves) ont été employés comme esclaves au Moyen-âge puis comme travailleurs essentiellement agricoles. Ils ont été persécutés sous les régimes fascistes et nazis, car considérés comme une race inférieure ou population déficiente intellectuellement. Plus globalement, en tant de crise, les gouvernements bourgeois montent les travailleurs et les peuples les uns contre les autres pour diviser la classe ouvrière, sur fond de nationalisme et de xénophobie. Les Roms ont été stigmatisés à cause de leurs origines et de leur mode de vie, pas forcément compatibles avec les lois bourgeoises, notamment avec la propriété privée. Leur recherche de travail les amène à s'installer sur des terrains vagues dont ils sont régulièrement expulsés n'ayant pas de titre de propriété.

Installés principalement dans les pays de l'Est de l'Europe (en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie notamment), ils sillonnent depuis la réintroduction du capitalisme à l'Est, les routes d'Europe, à la quête de travail et de conditions de vie meilleures.

DES TRAVAILLEURS DEVENUS MIGRANTS

DEPUIS LA REINTRODUCTION DU CAPITALISME A L'EST DE L'EUROPE

En Roumanie par exemple, ils étaient occupés comme travailleurs agricoles dans les fermes d'État. Le dictateur stalinien Ceausescu a encouragé leur natalité pour disposer d'une importante force de travail. Mais avec la réintroduction du capitalisme dans les États satellites de l'URSS, les fermes d'État, formes de propriété collective, ont été démantelées et les Roms se sont retrouvés sans travail tout en étant toujours considérés comme une population à part et victimes d'ostracisme.

Le but principal des Roms dans leur recherche d'installation dans les pays occidentaux est le travail et de meilleures conditions de vie. Bien souvent ils quittent leur village, leurs maisons qui ne bénéficient pas du confort minimum (eau, électricité, assainissement) car il n'y a pas de travail. Ou quand ils se font embaucher par des patrons étrangers, il arrive qu'ils ne se fassent pas payer. Quoiqu'il en soit, leurs maigres revenus dans leur pays d'origine ne leur permettent pas d'y subsister car depuis la réintroduction du capitalisme en URSS, les prix avoisinent ceux de la France. De plus, dans leur pays d'origine, comme la Roumanie, ils sont marginalisés, voire ghettoïsés ; leurs enfants ne peuvent pas être scolarisés car ce sont des Roms, donc des parias. Ils entrevoient donc quelques possibilités dans les pays occidentaux (travail, école pour les enfants, droit à la santé, logement).

C'est ce qui les pousse depuis une vingtaine d'années et encore plus depuis les années 2000, à s'installer dans les pays de l'Ouest de l'Europe, quitte à vivre dans un premier temps dans des baraques de fortune, dans des bidonvilles, d'où ils se font régulièrement expulser pour occupation illégale de propriété privée.

Il ne faut pas les confondre avec les « gens du voyage », installés en France depuis longtemps, qui sont pour certains semi-sédentaires et pour d'autres plus ou moins nomades.

Les Roms sont confrontés aux expulsions permanentes et aux rapatriements dans leur pays même s'ils sont membres de l'Union européenne, ce qui leur permet de revenir en théorie librement dans les pays occidentaux mais pour une durée de trois mois. Au-delà il faut justifier d'un travail et de ressources suffisantes ainsi que d'une couverture maladie. C'est un cercle vicieux. C'est seulement au bout de cinq ans que le résident est réputé « permanent ». C'est ce qu'escomptent certains Roms pour obtenir un travail. Car ils viennent en France pour travailler. Leur situation permet au patronat, notamment dans le BTP de les employer irrégulièrement comme les travailleurs sans papier non européens pour mieux les exploiter et faire ainsi jouer la concurrence avec les autres travailleurs.

Certains Roms considèrent que sous le régime dit communiste, ils avaient du travail mais que depuis la réintroduction du capitalisme, les prix ont augmenté et les salaires sont faibles quand il y a du travail.

A BAS LE CAPITALISME !

POUR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION !

Toute la question est donc là : ce qui était à l'ordre du jour à l'aube des années 90, c'était d'en finir avec la bureaucratie stalinienne mais de conserver la forme de propriété collective de la terre et des moyens de production, et d'en démocratiser la

gestion, par la mise en place de véritables conseils ouvriers et paysans.

Beaucoup de travailleurs des ex-pays de l'Est considèrent aujourd'hui que leurs conditions de travail et de vie, avec le chômage, se sont largement dégradées avec le retour du capitalisme dans ces pays. Et pour certains peuples, comme les Roms, les persécutions politiques et sociales sont toujours présentes.

Cette situation montre qu'il est plus que jamais nécessaire de mettre en place une économie collective et démocratiquement planifiée.

FRONT UNIQUE POUR L'ARRET IMMEDIAT DES EXPULSIONS DE TERRAINS ET DE FRANCE

Aujourd'hui, en France notamment, le gouvernement Sarkozy, avec ses ministres et sa majorité UMP réactionnaires, déploient une politique particulièrement agressive à l'encontre des Roms en les expulsant des camps de fortune et en les rapatriant dans leur pays d'origine, les condamnant ainsi à une misère encore plus grande. Cette politique répressive offre deux avantages pour la bourgeoisie en difficulté : dresser les travailleurs les uns contre les autres et tenter de faire oublier la crise économique et les « affaires ».

Le silence du mouvement ouvrier sur cette question est assourdissant.

La responsabilité du mouvement ouvrier français, partis (PS-PC-PG-NPA-LO-POI) et syndicats (CGT-FSU-FO-SUD) est de dénoncer les expulsions ordonnées par les tribunaux, d'exiger l'arrêt immédiat des reconduites dans les pays d'origine, d'exiger le droit à la libre circulation de tous les travailleurs, le droit à un logement pour tous les Roms, l'inscription de tous les enfants à l'école, le droit d'accès aux soins et à un CDI payé au minimum au SMIC.

Leur responsabilité est d'œuvrer à la solidarité ouvrière. Ceci est incompatible avec le maintien du gouvernement Sarkozy au pouvoir. Elles doivent réaliser l'unité pour combattre la politique de Sarkozy, en vue de le chasser sans attendre 2012.

SOMMAIRE

- Editorialp. 2
- Les Roms de l'Est : Arrêt des expulsions ! Front unique ouvrier pour les droits des Roms...p. 5
- « On nous communique » (prises de positions d'AG, de syndicats par rapport à la loi sur les retraites).....p. 6
- Place Bellecour à Lyon, le 21 octobre : la violence d'Etat contre la jeunessep. 10
- Des organisations étrangères soutiennent la classe ouvrière et la jeunesse françaisesp. 12
- La bourgeoisie française vue par F. Engels en 1889p. 13
- Quand Le Monde dresse un tableau de la lutte de classe dans les pays émergentsp. 14
- Afrique du Sud : trahison de la grève de plus d'un million de fonctionnairesp. 14
- Retour de Grècep. 15
- La grève générale du 29 septembre en Espagne.....p. 16
- Le « coup de hache » du gouvernement Cameronp. 17
- Hommages à Wilebaldo Solano, militant du POUM et à Ramón, militant du groupe Germinalp. 18
- Où va la Chine ?.....p. 19
- Note de lecture : Le portrait d'un militant trotskyste chinois, Wang Fanxip. 20
- Il y a trente ans, la révolution politique commençait en Pologne.....p. 23
- Il y a soixante-dix ans, la bureaucratie stalinienne faisait assassiner Trotskyp. 24
- Qui sommes-nous.....p. 26

On nous communique :

A l'initiative du CCI(T) et du groupe Révoltes :

**Adresse à tous les bureaux des sections syndicales, locales, départementales, d'établissement, de syndicats et aux bureaux fédéraux et confédéraux
CGT, FO, FSU, SUD**

A tous les bureaux politiques : PS, PCF, PG, NPA, LO

Nous étions 3 à 3,5 millions dans la rue les 7 et 23 septembre puis les 2,12,16 et 19 octobre contre le projet de réforme des retraites, remettant en cause le droit au départ en retraite à 60 ans pour tous ainsi que le droit à une pension à taux plein à 65 ans. Nous nous sommes mobilisés pour obtenir le retrait du projet de loi, non pour qu'il soit amendé.

C'est pourquoi, nous vous demandons de vous prononcer pour le **retrait pur et simple du projet** de loi ce qui est incompatible avec la poursuite des discussions et négociations avec le gouvernement de Sarkozy. Il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement !

Pour obtenir le retrait du projet, il faut que vous décidiez tous ensemble d'appeler à la **Grève générale** et que vous l'organisez, comme l'a fait le LKP en Guadeloupe en 2009, dès à présent. Votre responsabilité est d'organiser la **Manifestation centrale et unitaire à l'Assemblée Nationale** pour interdire à la majorité UMP de voter la loi.

Nom

Etablissement

Signature

Lettre aux organisations syndicales par des syndicalistes, des travailleurs de la Loire (septembre et octobre 2010)

Le débat est engagé à l'Assemblée Nationale. Mardi, nous étions près de 3 millions à manifester dans la rue. Le gouvernement continue à faire avancer son projet. A l'écouter, le mouvement syndical ne doit avoir qu'une seule revendication :

Retrait du projet de réformes des retraites !

Il ne reste pas beaucoup de temps. Ce n'est plus le temps de négocier, d'interpeller les parlementaires. Tous vos efforts doivent être consacrés à lutter pour le retrait du projet.

Ce n'est pas avec des demi-mesures que le gouvernement reculera. Ce n'est pas avec « une journée forte d'initiative et d'interpellation » que le gouvernement reculera. Ce n'est pas non plus avec une nouvelle journée le 23 septembre.

Dans les ateliers, les usines, les bureaux, ce que veulent les salariés, c'est :

Assez de divisions ! Unité pour le retrait du projet !

Organisez la montée en masse à Paris, tous ensemble, le même jour, à l'Assemblée nationale pour interdire le vote du projet

Appelez à la grève générale jusqu'au retrait du projet.

Dirigeants syndicaux, c'est vous qui détenez la clé de la situation. N'organisez pas la défaite.

Nous invitons les travailleurs, les salariés, les jeunes, tout le monde à signer cet appel, à le faire signer.

Les cheminots de FO Saint Etienne (AG du 20 octobre 2010)

Considérant l'attaque que représente le projet de loi sur les retraites,

Considérant la situation actuelle,

Les cheminots FO et sympathisants présents à notre Assemblée Générale du 20 octobre,

- ◆ Exigent que les directions syndicales prennent leurs responsabilités,
- ◆ Exigent que nos Unions départementales appellent à la grève générale jusqu'au retrait du projet
- ◆ Exigent que notre Confédération appelle à la grève générale jusqu'au retrait du projet.

La question est nationale, elle est de votre responsabilité.

Nous invitons les autres organisations syndicales adoptent la même résolution.

AG lyonnaise interpro du 12 octobre 2010.

Elle se tenait à l'appel de Sud, CNT, CGT Hôpital Vinatier, etc...à la Bourse du Travail (Lyon)

Adresse aux organisation syndicales

L'Assemblée Générale interprofessionnelle tenue à la bourse du travail, à Lyon, le 12 octobre, constate que la mobilisation s'est encore amplifiée. Cela atteste d'une volonté massive d'imposer le RETRAIT du projet de loi sur les retraites.

Le gouvernement veut faire voter définitivement son projet samedi matin au sénat.

L'Assemblée Générale considère qu'un appel des fédérations et confédération, à l'échelon nationale, à la grève jusqu'au retrait du projet du loi aurait un écho considérable et contribuerait à renforcer la mobilisation dans les entreprises, les administrations, les écoles.

L'Assemblée Générale décide donc de s'adresser aux directions des syndicats nationaux, des fédérations et confédérations pour leur demander de lancer immédiatement un tel appel à la grève jusqu'au retrait du projet de loi.

Rappel du vote : Pour : 51, Contre :18, Abstention : 35.

AG Campus de la Doua (Villeurbanne) du 13 octobre 2010

Les décisions de l'AG des personnels et des étudiants du Campus de la Doua (Lyon1, INSA, CNRS). Environ 80 personnes présentes dont 10 étudiants au milieu de l'AG

Adresse aux confédérations syndicales : appel à la grève générale

L'Assemblée Générale de la Doua tenue, à Villeurbanne, le 13 octobre, constate que la mobilisation s'est encore amplifiée. Cela atteste d'une volonté massive d'imposer le RETRAIT du projet de loi sur les retraites.

Le gouvernement veut faire voter définitivement son projet samedi matin au sénat.

L'Assemblée Générale considère qu'un appel des fédérations et confédérations, à l'échelon nationale, à la grève jusqu'au retrait du projet du loi aurait un écho considérable et contribuerait à renforcer la mobilisation dans les entreprises, les administrations, les écoles.

L'Assemblée Générale décide donc de s'adresser aux directions des syndicats nationaux, des fédérations et confédérations pour leur demander de lancer immédiatement un tel appel à la grève jusqu'au retrait du projet de loi.

ADOPTE

Philips Dreux

RIEN À NÉGOCIER : RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET ! POUR GAGNER : LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Avec 3 millions de travailleurs dans la rue, la journée de grève et de manifestations du 07/09 a prouvé que la classe ouvrière est prête à combattre pour mettre en échec la contre-réforme de Sarkozy-Fillon-Woerth.

Le gouvernement est de plus en plus impopulaire et discrédité par l'affaire Woerth-Bettencourt, qui démontre ses liens étroits et corrompus avec les patrons milliardaires. Pour tenter de sortir de cette crise politique et faire passer en force sa contre-réforme, Sarkozy essaie de diviser les travailleurs en s'attaquant aux plus fragiles : les sans-papiers, les Rroms, les gens d'origine maghrébine ou africaine...

Les vrais responsables de la misère et de la crise, ce sont les patrons qui continuent à faire des profits gigantesques sur notre dos ! Et ils en veulent toujours plus : ils veulent allonger à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, augmenter encore la durée de cotisations et nous faire travailler jusqu'à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. De même, ils continuent de bloquer nos salaires, de fermer nos usines, de licencier et de supprimer des centaines de milliers de postes... Tout est lié !

Mais les travailleurs résistent. Des centaines de grèves ont eu lieu l'an dernier. À Philips Dreux, notre syndicat

CGT a combattu le plan de 217 licenciements, a refusé de le négocier et a convaincu les travailleurs de mettre en place un contrôle ouvrier sur la production, prouvant que l'on pouvait sauver les emplois et se passer des patrons ; mais la lutte a été réprimée par les patrons et trahie par FO sur place.

Assez de journées d'action sans perspective ! Les syndicats doivent appeler à la grève générale !

Il n'y a rien à négocier dans la contre-réforme des retraites ! Au niveau national, les directions de FO et de Solidaires appellent au retrait, mais celles de la CGT et de la FSU s'y refusent et veulent négocier une nouvelle fois avec le gouvernement, tandis que la CFDT propose carrément des amendements à la loi.

De plus, les dirigeants syndicaux se contentent de nous appeler à des « journées d'action » sans perspective. Après les 23/03, 27/05, 24/06 et 07/09, ils nous appellent à une nouvelle « journée d'action » le 23/09. Ils avaient déjà mis en œuvre cette tactique suicidaire au printemps 2009, jusqu'à ce que les travailleurs soient découragés et écœurés. Il faut tirer les leçons de nos défaites et suivre l'exemple des travailleurs de Guadeloupe qui, eux, avaient réussi à emporter une victoire revendicative en faisant une grève générale de six semaines à l'appel des syndicats et de partis politiques (le LKP).

Si les directions syndicales veulent vraiment mobiliser les travailleurs, elles doivent être conséquentes en lançant immédiatement un appel à la grève générale jusqu'au retrait à partir du 23/09, et en la préparant dans tout le pays ! Nul doute que nous répondrons par millions, que nous bloquerons le pays et que Sarkozy devra céder, car ce sont les travailleurs qui font tourner l'économie !

Imposons nos exigences dans nos syndicats, organisons-nous par des AG et des coordinations !

Nous devons faire monter nos exigences de la base au sommet. D'ores et déjà, de nombreux syndicats de base, notamment de la CGT, critiquent la stratégie des directions syndicales, exigent le retrait et une mobilisation beaucoup plus forte. Des AG de travailleurs, de nombreux syndicats SUD, mais aussi des syndicats CGT, dont la fédération de la Chimie, appellent à la grève reconductible à partir du 23.

Pour gagner, nous devons nous organiser tous ensemble, syndiqués et non-syndiqués. Nous devons nous réunir en Assemblée générale et préparer ensemble, immédiatement, la grève du 23/09 et la reconductible à partir du 24 partout où ce sera possible. Nous devons mettre en place des comités de grève pour assurer la continuité de la mobilisation, en élisant des délégués mandatés et révocables. Nous devons aller à la rencontre des travailleurs des entreprises et des villes voisines et mettre en place des coordinations interprofessionnelles. Il s'agit de dresser toute la classe ouvrière pour vaincre Sarkozy !

Par CGT PHILIPS EGP DREUX, le 10 septembre 2010.

Un témoignage fiable transmis par l'union syndicale santé CGT 69 sur les provocations-répressions à Lyon le 19 octobre

« Je voulais vous signaler un incident qui nous a été rapporté par notre secrétaire de syndicat.

Il était sur la place Bellecour avant le début de la manif du 19 octobre avec ses collègues pompiers et des groupes de jeunes, quand ils ont assisté à une agression verbale et physique de la part d'individus, qui portaient des badges CGT, vis à vis d'un groupe de jeunes.

Les pompiers se sont interposés et ont réussi à ceinturer les agresseurs (ce sont des pompiers et ils sont costauds!). Tant et si bien qu'ils ont eu la surprise de voir ces individus sortir leur carte de police pour se défendre car c'était des flics de la BAC !

Non mais, est-ce que vous y croyez ?!!!

J'ai beau me dire qu'ils sont capables de tout, j'en suis quand même pas revenu ! Du coup, les pompiers leur ont arraché leurs badges CGT et leur ont dit qu'il valait mieux pour eux qu'ils foutent le camp, ce qu'ils ont fait!

Cet incident illustre la faiblesse du pouvoir qui n'a plus d'autres choix, face à la forte mobilisation populaire, que de faire de la provocation pour faire capoter la résistance à toutes les saloperies qu'il décide!

Voilà, vous pouvez tout utiliser comme vous le sentez... il faut informer, informer, informer pour sans cesse gagner la bataille de l'opinion public car rien n'est jamais gagné définitivement, ni perdu d'ailleurs.

A propos des événements de la place Bellecour du jeudi 21 octobre à Lyon : la violence d'Etat contre les travailleurs et la jeunesse.

Ci-dessous, un témoignage important qui nous a été transmis sur les violences sans précédent que les forces de l'ordre (police, GIGN, GIPN, CRS...) ont commis à l'encontre des milliers de manifestants présents ce jour-là. Cela s'est passé le jeudi 21 octobre à Lyon et démontre clairement le durcissement du gouvernement Sarkozy et de son appareil d'Etat (et une radicalisation de la bourgeoisie) contre une mobilisation massive mais laissée sans perspective de grève générale par les directions ouvrières syndicales et politiques.

Face à cette violence, digne des années 30, 40 et 50 et de celle de Gènes en Italie en 2001, la seule réponse de l'intersyndicale, le 21 au soir, tout en évitant le mot d'ordre de retrait, fut de réaffirmer au gouvernement que « *des millions de salariés affirment vouloir une autre réforme des retraites* » et qu'elle s'engageait à « *veiller au respect des biens* ».

J'arrive un peu après 12h00 sur la Place Bellecour, accompagnée de plusieurs ami(e)s étudiant(e)s. Une manifestation d'étudiants et de lycéens en partenariat avec la CGT et SUD, est prévue pour 14h00, place A. Poncet, située à l'angle de celle de Bellecour. De nombreux jeunes sont présents, en majorité des lycéens et collégiens.

On franchit un cordon de policiers pour entrer sur la place. Ceux-ci sont placés par plusieurs dizaines à toutes les sorties de cette place publique, une des plus grandes de France. Ils sont équipés d'armures des pieds à la tête, casque, bouclier, matraque, pistolet... Se trouvent également un camion du GIPN (groupe d'intervention de la police nationale, qui eux, ont un camion blindé et sont cagoulés) et deux camions à eau anti-émeute. Un hélicoptère survole le lieu à basse altitude.

Une demi-heure plus tard, suite à quelques pierres lancées en direction des policiers et de leurs véhicules, les flics se mettent en action et lancent les fusées lacrymogène. Dispersion de la foule.

Vers 13h30, nous commençons à nous rapprocher de la Poste, d'où part la manifestation. Le cordon policier est toujours présent et sépare les manifestants qui sont déjà sur la place Bellecour de ceux qui sont sur la place A. Poncet.



Place Bellecour à Lyon, le 21 septembre 2010

Ils refusent de nous laisser passer.

Après une demi-heure de discussion, les syndicats aidant probablement, ils finissent par ouvrir le cordon et laissent passer une trentaine de personnes avant de le refermer brutalement, lorsque apparemment la population qui passe ne répond plus aux critères du « bon manifestant » (la peau claire, pas trop jeune, pas de survêtement ni de capuche). Plus personne n'a le droit de sortir de Bellecour.

La tension monte. Quelques projectiles sont jetés, auxquels les policiers répondent matraques levées par des fusées lacrymogènes. Pendant plus d'une heure, nous essayons, en vain, de rejoindre l'autre partie des manifestants, qui nous attendent, de l'autre côté. Eux aussi se font gazer. La foule de Bellecour est dispersée.

A 15h30, finalement, les manifestants « libres » décident de partir en cortège. Nous, on attend. On est plusieurs centaines sur la Place. Celle-ci est relativement calme. On attend, éparpillés par petits groupes sur l'ensemble de la place. Les flics disent qu'on pourra ressortir quand la manifestation sera partie. On attend. L'hélicoptère tourne au-dessus de nous dans un bruit assourdissant. Il y a quelques mouvements de foule mais la scène reste calme. A vrai dire, on se fait chier. Croyant seulement partir en manifestation, je n'ai rien pris avec moi, ni eau, ni nourriture, ni occupation. J'attends, comme tous les autres.

Un peu plus tard, nous décidons de nous en aller avec une amie. Mais les flics refusent toujours de nous laisser passer. Il doit être aux alentours de 16h30, cela fait trois heures qu'ils nous retiennent. Je leur dis mon envie de pisser et de manger, mais pas moyen. Je commence à en avoir sérieusement marre, et prends conscience de la rétention forcée que je subis. Les flics nous disent que c'est un ordre du préfet, et qu'ils ne savent pas quand ils auront l'autorisation de nous laisser sortir. A un ami qui demande s'il serait possible d'amener un ballon de foot de l'extérieur, histoire de s'occuper, le flic répond qu'il n'a qu'à prendre la vessie bien gonflée de la jeune fille qui vient de demander à sortir pour aller aux toilettes, avant de s'esclaffer avec ses collègues.

Personne ne comprend la situation. Malgré tout, la place s'est vidée un peu. Aidés par des habitants et des propriétaires de magasins, qui leur ont ouvert les portes et arrière-boutiques, certaines personnes ont pu sortir. J'apprends également que les policiers ont laissé sortir certains amis étudiants, mais qu'en revanche les jeunes typés maghrébins qui étaient à côté d'eux se sont vus la sortie refusée. Le délit de faciès est systématique. Sur la place, nous ne nous organisons pas. Chacun reste dans son coin, on est abasourdi, on attend juste de pouvoir sortir. La moyenne d'âge des personnes retenues ne dépasse pas 18 ans.

Il est environ 17h00, et nous apprenons que nous ne sortirons peut-être pas avant 21h. Les esprits commencent à paniquer. J'entends des collégiens qui essaient de faire comprendre à leurs parents, au téléphone, qu'ils ne peuvent pas rentrer car ils sont retenus par des policiers. Il fait de plus en plus froid.

Je retourne voir les policiers pour des explications. Un d'entre eux m'explique « *qu'on a de la chance d'être en France car si on était en Espagne, on se serait déjà fait fracasser la tête par la garde civile* », et que « *lorsqu'il y a des troubles de l'ordre public, la liberté de circuler librement peut être suspendue* ». La place, à ce moment et depuis plus d'une heure, est

parfaitement calme. Lorsqu'un peu plus tard, des jeunes commencent à se rassembler en protestant au centre de la place, ces policiers avec qui nous « discussions » pointent sur nous leurs armes (je ne sais pas si c'est des lance-fusées ou des flash-ball) et nous somment de reculer. Ce qu'on fait.

Des lacrymo sont lancées sur toute la place : des fusées jetées dans le ciel et qui s'éparpillent, en retombant, sous forme incandescente. Les gens courent dans tous les sens. On essaie de rester sur le trottoir, le long des façades, pour se protéger le plus possible.

Un jeune homme est à terre. Les autres reviennent pour le secourir, tandis que les policiers, à 10 m les menacent toujours de leurs pistolets. J'entends qu'il est blessé, et des jeunes, mains en l'air, demandent aux policiers de ne pas charger. Finalement les flics font reculer tout le monde. Ils cherchent à relever ce jeune homme, qui se débat. Ils l'immobilisent à trois, au sol, puis le traînent par un bras sur 20m, jusqu'à leur camion, derrière lequel il disparaît. Devant moi, une jeune fille, environ 15 ans, en pleurs, dans les bras d'une amie à elle. Elles vont voir les policiers, demandent à sortir, elles pleurent, disent ne plus en pouvoir, veulent rentrer chez elles. Le flic leur dit de dégager.

Des détonations continuent de retentir, la fumée recouvre la Place. Il est dur d'ouvrir les yeux et de respirer. A 30 m à ma droite, une jeune fille est étendue sur le sol. Des gens se regroupent autour pour l'aider. Je ne la vois pas réagir, je ne sais pas ce qu'elle a. Peut-être une crise d'asthme, peut-être un coup de flash-ball ? (au final, je crois qu'aucun tir de flash ball n'a été fait). Les gens crient pour qu'on appelle les pompiers. Finalement, au bout de peut-être 10 minutes, des policiers repoussent tout le monde et l'entraînent plus loin.

L'hélicoptère tourne, encore, au dessus de nos têtes. Face à notre incompréhension, un flic nous dit : « *c'est une innovation policière* ». Je marche. Un rassemblement commence à se faire au milieu de la place. Tout le monde en a marre. On commence à avoir peur de ne plus pouvoir sortir. Cris de protestations. Quelques pierres sont jetées. Ils répondent, encore, par de la lacrymo et des détonations extrêmement sonores. Finalement, ils décident de sortir les camions à eau anti-émeute. Ils arrosent. Les gens sont dispersés. On attend. Ils renvoient encore une ou deux fois de l'eau. On reste dispersé. On erre. Les gens marchent. J'en ai trop marre. Je commence à craquer. Il n'y a plus de soleil sur la place. Il fait froid. Je n'ai pas mangé depuis ce matin.

On commence à marcher, plus ou moins en groupe. Vers 18h00, les flics nous informent qu'on peut sortir dans l'angle nord. Tout le monde s'y rend. Ils nous répondent par de la lacrymo. On y retourne. Les gens crient, mains en l'air : « *On nous a dit qu'on pouvait sortir par là !* ». Rebelote. Fusée lacrymo, dispersion. A la troisième tentative, on nous laisse approcher.

Effectivement, les flics nous laissent enfin sortir. Ils font sortir les gens un par un, relèvent les noms, prénom, adresses, puis font une fouille au corps (palpation disent-ils), et vident les sacs. Comme nous sommes plus de 200 personnes, cela prend beaucoup de temps. On se serre, docilement, pour faire la queue, tête baissée. Alignés, ils rabattent tous les prisonniers à l'extrémité de la place. Ils nous disent qu'on sortira tous, mais au compte-goutte. On attend. Ceux qui n'ont pas leurs papier d'identité sont mis de côté. On finit par nous laisser passer.

Pendant qu'une policière me « palpe », elle me dit qu'elle va faire ça vite. Je suis écœurée. Cela fait presque 6 heures que les policiers ont reçu l'ordre de ne laisser sortir personne de la place Bellecour. 6 heures qu'environ 200 personnes (et je pense dire cela au bas mot) sont privées de leurs libertés essentielles : circuler, manger, boire, aller aux toilettes. 6 heures que l'on est retenu sur une place publique, sonnés, dans l'incompréhension, avec plus d'une centaine de policiers qui nous encerclent, pointent sur nous leurs armes au moindre mouvement de foule et les utilisent... et l'hélicoptère qui tourne quasiment en permanence.

Le flic qui contrôle l'identité de mon amie lui dit : « *Au moins, hein, vous avez plus envie de recommencer !* ». C'est dégueulasse... Les nerfs lâchent, un policier s'aperçoit que je suis en pleurs et se charge de nous amener rapidement derrière le dernier cordon de flics qui nous sépare de l'extérieur. Ils nous fait passer au milieu d'un groupe d'une trentaines de jeunes, tous typés maghrébins ou africains, qui sont en train de monter dans un bus. Ils n'ont pas plus de 18 ans. Je demande où ils vont : au poste, pour contrôle des identités. Il est 18h45. Les flics disent qu'ils les relâcheront dans la soirée. 2 bus vont ainsi partir en direction du commissariat.

Une fois passé les cordons de CRS, je rejoins les manifestants libres, qui après la manifestation sont venus au plus près de la place Bellecour pour nous soutenir. On nous propose à manger, nous reconforte. Les manifestants tentent d'empêcher les bus de partir. La B.A.C. intervient, les bus s'en vont.

Très mal vécu cette situation, oui. Choquée, oui. Pour terminer, je vais au premier bar que je trouve pour aller aux toilettes. Le propriétaire refuse, il me dit qu'il vient déjà de refuser à 10 personnes, et qu'il ne fera pas d'exception pour moi. Je pisse dans la rue, sous le regard des passants et des manifestants. Humiliée, oui.

On m'a retiré le droit de manifester, on m'a retiré le droit de circuler librement. Nous étions parqués comme des animaux, parfois rabattus d'un côté ou de l'autre de la place par des groupes armés mobiles. Je n'ai insulté personne, ni levé la main sur quiconque. 6 heures de garde à vue collective à ciel ouvert avec intimidation policière. Durant ces 6 heures, aucune vitrine de la Place n'a été brisée, aucune dégradation de biens publics. Je peux vous dire que pourtant, au bout de plusieurs heures, moi-même qui suis pacifiste, je commençais à nourrir une certaine colère. Besoin de protester. Oui. Car besoin de dire NON à des « innovations policières » de ce genre. Cette rétention était injustifiée, anormale. Nous étions sans cesse mis sous pression, et les armes déployées étaient démesurées face à la population retenue.

Je me rendais simplement, comme beaucoup de ceux présents cet après-midi à Bellecour, à une manifestation, déclarée et autorisée par la préfecture. Ce soir, je n'arrive pas à dormir.

L-A, étudiante à l'Ecole Normale Supérieure, Master Sociologie.

Communiqués d'organisations ouvrières internationales

en soutien à la classe ouvrière et à la jeunesse dans le cadre de l'affrontement social et politique actuel en France

Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak :

LA CLASSE OUVRIERE DE FRANCE EST AUJOURD'HUI DANS LA VRAIE BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME

*« La France est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois,
plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète »*

Karl Marx

La vague de grèves et de protestations s'accroît en France, jour après jour, de ville en ville, contre la politique du gouvernement Sarkozy.

Résultat de la crise économique, le gouvernement français essaie d'imposer de nouvelles lois qui ciblent les droits et les acquis des travailleurs. Les politiques d'austérité, comme la nouvelle loi sur les retraites, pour augmenter l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, est l'étincelle qui a allumé la flamme d'une vague de protestations dans tout le pays, avec une influence claire sur les autres pays d'Europe.

Les yeux de millions de travailleurs dans le monde sont focalisés sur les rues de Paris et des autres villes de France. Ils regardent avec admiration et soutiennent le mouvement ouvrier.

Les ouvriers des raffineries ont réussi à paralyser tout mouvement et la classe ouvrière en France est aujourd'hui entrée dans la véritable bataille contre le capitalisme. Cela donne la possibilité, pour tous les travailleurs du monde, de s'engager dans cette bataille.

L'Union européenne a déjà observé le « danger » représenté par les travailleurs en Grèce, voici quelques mois, et décidé de soutenir financièrement les capitalistes pour éviter qu'ils s'effondrent. Le mouvement ouvrier français est à l'initiative d'un mouvement ouvrier international, c'est pour cela que nous devons nous tenir tous unis à ses côtés.

Nous applaudissons nos camarades de France.

Vive les camarades des raffineries et de tous les autres secteurs !

Vive le mouvement ouvrier en France !

Vive la solidarité internationale !

Falah Alwan, Président de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, le 21 octobre 2010.

Rassemblement de soutien aux luttes devant l'ambassade de France au Brésil

Environ 200 personnes, représentant différentes organisations syndicales et populaires brésiliennes, ont fait une manifestation de solidarité et de soutien à la lutte des travailleurs et de la jeunesse de France pour le retrait du projet du gouvernement de Sarkozy qui attaque le droit à la retraite dans ce pays.

Dans la matinée, environ 200 personnes issues d'organisations de tout le pays ont fait une manifestation devant le Ministère du travail et de l'emploi, pour défendre la liberté et l'autonomie syndicales et contre les attaques subies par ANDES-SN (Syndicat national des enseignants de l'enseignement supérieur au Brésil).

Dans l'après-midi, des étudiants et des représentants de différentes organisations se sont dirigés vers l'ambassade française, où a été remis un document en solidarité avec la lutte des travailleurs et des jeunes, et où nous exigeons l'arrêt immédiat de la répression, ainsi que le retrait du projet d'attaque contre les retraites.

Nous sommes convaincus que la victoire des travailleurs et des jeunes français à l'heure actuelle renforce la lutte de tous les travailleurs dans le monde entier contre les tentatives de faire payer la crise impérialiste internationale par les travailleurs et les secteurs exploités et opprimés.

Nous ne paierons pas pour l'orgie de spéculation internationale.

Toute action d'unité et de solidarité que nous pouvons développer en ce moment, alors que le gouvernement français maintient l'intransigeance et augmente la répression pour tenter de vaincre la mobilisation, est décisive.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières et mouvements sociaux à multiplier les actions de soutien et de solidarité, conformément à leur réalité spécifique, et cela particulièrement en Europe, où des batailles avec le même contenu se déroulent dans pratiquement tous les pays.

Londres : les communistes-ouvriers appellent à un rassemblement de soutien aux grèves en France

Rejoignez notre rassemblement devant l'ambassade de France à Londres en solidarité avec le mouvement de grève en

France, et contre la politique répressive du gouvernement sarkozy.

L'ambassade de France est au 58, Knightsbridge, London SW1X 7JT (métro Knightsbridge ou Hyde Park Corner)

Signataires : Alliance pour la liberté des travailleurs, Parti communiste-ouvrier d'Irak, Parti communiste-ouvrier du Kurdistan, Parti communiste-ouvrier d'Iran - Hekmatiste.

CGTB : Motion de soutien à la lutte des travailleurs et du peuple de France

Considérant la volonté du gouvernement du Président Nicolas SARKOZY de démanteler les acquis du peuple Français au profit de la grande bourgeoisie française qui bénéficie de tous les avantages : bouclier fiscal, parachute doré, flexibilité des emplois, etc. ;

Considérant que les travailleurs et les peuples ne sont nullement responsables de la crise qui frappe le système capitaliste se traduisant par de graves déficits au niveau des budgets nationaux et ceux des retraites que les pouvoirs veulent résoudre par des mesures antisociales et anti-travailleurs ;

Considérant l'entêtement des autorités françaises à imposer aux travailleurs français une réforme des retraites consistant essentiellement à amener l'âge de la retraite de 60 à 62 ans ;

Considérant que tous ces acquis ont été arrachés de haute lutte par la classe ouvrière et le peuple français qui ont inscrit des pages glorieuses dans les conquêtes sociales du droit du travail de l'humanité ;

Considérant que la lutte exemplaire et dans l'unité d'action engagée par les organisations syndicales contre l'allongement du bénéfice de l'âge de la retraite à 62 ans, toute chose qui non seulement va user davantage le travailleur qui n'aura qu'à aller à la tombe après labeur, mais bouche aussi les possibilités d'embauche de la jeunesse française d'aujourd'hui vouée au chômage ;

Considérant les records de mobilisation battus dans de nombreux secteurs d'activités et dans de nombreuses localités par les organisations des travailleurs, de jeunes et autres couches de la société française ;

Considérant la nécessaire solidarité à développer entre les peuples du monde en lutte contre les mêmes exploiters ;

Le 6ème conseil syndical ordinaire de la CGT-B, tenu les 15 et 16 octobre 2010 à Ouagadougou,

- ◆ condamne le pouvoir de Sarkozy dans son entêtement à faire passer au forceps une loi antipopulaire et antisociale ;
- ◆ encourage les responsables et militants des différentes organisations au maintien de l'unité d'action ;
- ◆ salue la lutte héroïque et unitaire de la classe ouvrière et le peuple Français et leur assure de son soutien indéfectible,
- ◆ appelle les travailleurs et le peuple burkinabé à suivre cette lutte, à la soutenir et à la populariser.

Fait à Ouagadougou, le 16 Octobre 2010. Le Conseil CGTB

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE VUE PAR F. ENGELS EN 1889



Les grands classiques du marxisme ont plusieurs fois caractérisé les traits particuliers des bourgeoisies d'Europe à différents moments de l'Histoire. On dirait que ce qu'écrivait Frédéric Engels sur ou plutôt contre la bourgeoisie française dans Der Sozialdemokrat du 5 octobre 1889 n'a pas pris une ride, ou presque :

« La bourgeoisie française, la plus cupide et la plus jouisseuse de toutes, est aveuglée par sa soif d'argent qui lui cache ses propres intérêts futurs : elle ne voit pas au-delà du jour présent. Sa rage de faire des profits la précipite dans la corruption et les scandales ; un impôt sur le revenu est à ses yeux une haute trahison socialiste, elle ne peut faire face à une grève autrement qu'avec des salves d'infanterie, si bien qu'elle trouve moyen, en pleine République et avec le suffrage universel, de ne laisser pratiquement aux ouvriers qu'une seule arme de victoire : la révolution violente ».

QUAND LE MONDE DRESSE UN TABLEAU DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LES « PAYS EMERGENTS »

Une fois n'est pas coutume, Le Monde, un des organes de presse les plus en vue de l'impérialisme français, a dressé le 20 août, un court mais significatif bilan des luttes ouvrières, essentiellement grévistes, ces derniers mois dans les « pays émergents ». Et la bourgeoisie faite journal de s'inquiéter que les « *conflits ne sont plus l'apanage des pays riches* », là où des bureaucraties syndicales s'efforcent de maintenir le statut quo entre les classes, notamment par le « dialogue social ».

Des exemples ? « *Dans de nombreux pays, comme en Algérie (où les grèves sont très nombreuses ces derniers temps, mais ignorées de la grande presse mondiale, ndlr), les conflits sont menés par des syndicats non affiliés à la CSI (...). L'enjeu, pour le syndicalisme, est d'intégrer ces nouveaux paramètres* ». Ce jargon signifie que la Confédération syndicale internationale, instrument de l'impérialisme mondial, se donne pour objectif de contrôler les formes d'organisation des travailleurs échappant de plus en plus à son contrôle. Et cela, au nom, bien sûr de la « démocratie ». Ces messieurs versent des larmes de crocodiles sur « *les violences nombreuses : répression, emprisonnements, licenciements, déplacements de syndicalistes, assassinats de*

101 syndicalistes en 2009 contre 76 en 2008 dont 48 pour la seule Colombie ». Et de constater les terribles répressions anti-syndicales en Iran, au Zimbabwe, en Corée, au Honduras, les violations des droits syndicaux en Egypte, en Turquie, en Corée du Sud, « *inquiétantes* » en Amérique centrale, au Panama, au Guatemala...

Ces derniers mois, de grandes grèves ont touché l'Inde, la Chine (*voir l'article spécial*), au Pakistan, en Thaïlande, en Afrique du Sud, au Gabon, en Guinée, au Sénégal, en Amérique latine (Mexique, Colombie, Chili, Brésil, Paraguay...), la plupart des revendications portant contre l'intensification de l'exploitation capitaliste (dégradation des conditions de travail, pouvoir d'achat en chute libre...).

Ces messieurs s'inquiètent aussi de l'« économie informelle » où les syndicats n'existent pas et qui, selon l'OCDE, englobe 1,8 milliard de personnes, soit la moitié de la population active mondiale. Terrible conclusion qui condamne le régime capitaliste pourrissant, l'OCDE estime que « *les deux tiers de la population active mondiale pourraient se trouver sans contrat de travail et sans protection sociale en 2020* ».

DAVID, octobre 2010.

Afrique du sud :

TRAHISON DE LA GREVE DE PLUS D'UN MILLION DE FONCTIONNAIRES

Trois semaines durant, fin août-début septembre, les 1,3 million de travailleurs de la fonction publique en Afrique du Sud ont mené une puissante grève pour des augmentations de salaires substantielles, imposant leur mouvement aux dirigeants de la centrale syndicale la COSATU, fédération syndicale sud-africaine liée au parti nationaliste bourgeois ANC au pouvoir. La colère couvait depuis longtemps et les dirigeants de la COSATU pas plus que ceux du PC d'Afrique du Sud¹ n'ont pu empêcher le déferlement de cette grève de masse après la fin de la Coupe du monde de football. Il semble que le Congrès indépendant des travailleurs, autre centrale syndicale minoritaire dans la fonction publique sud-africaine, ait cédé à l'énorme pression de la base. Jour après jour, la grève a tenu, malgré les attaques de la police et le déploiement de soldats dans les hôpitaux.

La volonté de vaincre des grévistes de la fonction publique s'appuyait sur d'autres mouvements comme ceux des métallurgistes en grève pour une augmentation de 15% des salaires, accompagnées de manifestations contre le patronat de l'industrie automobile et pétrolière. Les mineurs de platine avec leur syndicat, le NUM, se mettaient aussi en grève le 23 août. Même des sections de la police et de l'armée s'apprétaient à rejoindre le mouvement mais le gouvernement bourgeois ANC, terrifié par la possibilité d'une grève générale dans le pays, leur a interdit toute participation.

Les dirigeants de la COSATU en ont profité pour appeler les travailleurs de la fonction publique à la reprise alors que l'offre salariale du gouvernement atteignait à peine la moitié

de ce que la base exigeait. Celle-ci a été contrainte, en dépit d'affrontements violents avec les bureaucrates syndicaux de la COSATU, de reprendre le travail en ordre dispersé.

Ni victoire, ni défaite : les deux classes en présence savent que l'affrontement, un moment différé, reprendra dans l'avenir sous d'autres formes. Les dirigeants de l'ANC qui avaient pris il y a vingt ans la tête de la lutte contre l'apartheid, ont montré qu'ils n'étaient que les représentants de la bourgeoisie noire, solidaire de la bourgeoisie blanche pour maintenir la masse ouvrière dans la sujétion et la misère. Mais celle-ci refuse l'ordre capitaliste. Il a suffi de trois semaines de grève d'une fraction de la classe ouvrière pour faire trembler sur ses bases l'un des pays africain les plus développés économiquement mais où l'exploitation est ressentie par les masses comme étant de plus en plus

insupportable.

DAVID, octobre 2010.



¹ La triple alliance forgée dans le combat contre l'apartheid entre l'ANC, le parti communiste (SACP) et la centrale syndicale COSATU se maintint durant les négociations et après la victoire électorale de l'ANC aux élections du 27 avril 1994. Joe Slovo, principal dirigeant du parti communiste entra dans le premier gouvernement formé par Nelson Mandela bien que la rupture avec le capitalisme et l'économie de marché, prônés par le SACP, ait été abandonnée de fait par l'ANC. La triple alliance est toujours d'actualité en 2010 en Afrique du Sud.

RETOUR DE GRECE

Une camarade du CCI(T) en voyage en Grèce en juillet 2010 témoigne de l'extrême division actuelle de la classe ouvrière grecque alors que les Plans du FMI sont mis en place par le Gouvernement Socialiste.

Lundi 18 juillet, place Sindagma d'Athènes à 14h30.

La manifestation est appelée par le KKE (parti communiste grec « orthodoxe ») se réclamant de l'union soviétique de Brejnev, et prônant le bilan globalement positif de Staline malgré ses « erreurs ». Il est vrai que le gouvernement du PASOK (affilié à l'Internationale Socialiste) a pris des mesures drastiques, sur l'ordre du FMI, contre les travailleurs.

Pour preuve :

- gel des salaires dans le secteur public : plafond à 2 000 euros, baisse de 30 % sur le 13ème mois ;
- gel des retraites et âge repoussé à 65 ans pour le versement de la retraite de base, et dans les 4 années à venir, baisse des retraites de 30 % ;
- augmentation des taxes, de l'électricité, du carburant ;
- hausse des impôts pour les particuliers mais pas pour les entreprises ;
- faible imposition de l'Eglise orthodoxe (église officielle) ;
- fin de la gratuité des livres et documents pour les étudiants en faculté ;
- réduction des prises en charge de la Sécurité Sociale, avec refus des prises en charge de nombreuses IVG ;
- réduction du nombre de crèches et incitation des femmes à rester au foyer ;
- attaques contre les services publics et privatisation de nombreux services.

Après les grosses journées d'action du 24 février et du mois de mars, les directions syndicales se refusent à appeler à la grève générale centralisée de toute la classe et de la jeunesse, contre les projets du gouvernement, et contre ce gouvernement lui-même. Il est vrai que la Confédération générale des travailleurs de Grèce (centrale unique avec des tendances) est arc boutée sur la préservation du système PASOK, parti avec lequel elle négocie quelques améliorations qui ne viennent jamais, et qui ne viendront jamais, car la Grèce est condamnée dans le cadre du système capitaliste. En outre, la reprise par l'Etat des dettes des banques accélère la chute vers l'abîme.

Face à cet état calamiteux, la classe ouvrière aspire à l'unité.

Je me suis promenée avec ma fille qui parle couramment le grec dans les rangs des manifestants. J'ai discuté avec les militants du KKE. Le KKE, me dit un de ses membres, voit comme solution la sortie de l'Europe, avec des mesures protectionnistes pour les produits grecs.

Outre que les produits purement grecs n'existent pas (à part la moussaka et encore), vu l'emprise des multinationales dans le cadre du capitalisme, une telle mesure reviendrait à faire soutenir la bourgeoisie du pays par les travailleurs, et tournerait le dos à la recherche du combat centralisé de la classe au niveau international. Un ouvrier lui a fait remarquer que les capitalistes étaient organisés au-delà des frontières, et que les travailleurs devaient faire de même. Qu'à cela ne tienne, mon militant du KKE, droit dans ses bottes persiste et signe, en se lançant dans une grande diatribe contre les travailleurs qui ne s'organisent pas dans le seul parti révolutionnaire, le KKE (et sa fraction syndicale le PAME).

Un homme, style cadre moyen, intervient dans la conversation en lui disant que sa position est erronée : « ... *la direction du PASOK travaille contre les intérêts des salariés, mais beaucoup de petits employés, instituteurs, postiers, sont contre cette politique, tout en étant encore membres du PASOK, et sont ce lundi dans la rue. Alors, cet anathème est-il constructif ?* »

Iannis, du KKE, m'invite à défiler derrière la banderole de son parti, et répond que ces militants de base n'ont qu'à « quitter le PASOK. ».

Je lui rappelle, même si la situation n'est heureusement pas la même, les attaques du parti communiste allemand contre les sociaux – démocrates lors de la montée du IIIème REICH. Le front unique n'est il pas la solution pour en finir avec la politique du PASOK, au service du capitalisme international (européen ou non) ? Doit-on rejeter des milliers de travailleurs, sous prétexte qu'ils se font bernier par leur direction ? Je n'aurai pas la réponse à ma question.

Un jeune me demande : « *Et en France, êtes-vous aussi divisés ? Nous, la jeunesse, on ramasse et j'ai envie de tout casser* ».

Le service d'ordre musclé du KKE se met en marche, en phalanges et la manifestation débute. Nous avons un sentiment d'amertume, et finissons pas défiler derrière le Synaspismos, avec un catalogue de revendications justes en soi, mais aucun mot d'ordre de front unique. J'ajoute que nous sommes séparés du cortège KKE par un SO musclé qui interdit tout contact.

Unité ?????

ROSA, le 17 octobre 2010.

LA GREVE GENERALE DU 29 SEPTEMBRE EN ESPAGNE

Dans le cadre de la crise capitaliste actuelle, le gouvernement du PSOE de Zapatero a annoncé, au début de l'été, toute une série de mesures anti-ouvrières visant à réduire la dette publique espagnole et à maintenir « compétitive » l'économie espagnole.

Zapatero a ainsi annoncé des mesures telles que la baisse des salaires des fonctionnaires de l'ordre de 5 %, la réduction de l'investissement public, mais aussi des projets visant à reculer l'âge de la retraite, à supprimer l'aide publique aux chômeurs n'ayant plus de ressources et surtout une mesure phare visant à une importante réforme du travail.

Face à de telles attaques, les dirigeants syndicaux des CCOO et de l'UGT ont, dans un premier temps, temporisé tout en évitant de pointer le gouvernement socialiste. Face à la grogne des militants de base des syndicats (qui ont hué, à plusieurs reprises lors de meetings syndicaux, le gouvernement Zapatero) mais aussi des travailleurs du rang, les deux principales centrales espagnoles ont décidé de convoquer et d'organiser une grève générale de 24h00 mais très tard dans le calendrier, par rapport aux annonces.

La grève générale, à l'appel des deux principales confédérations espagnoles (UGT et CCOO), a paralysé, pendant 24 heures le 29 septembre, l'ensemble de l'activité économique de la péninsule ibérique. Plus de cent cortèges (de tailles importantes) ont sillonné tout le pays. La participation, très forte, était totale dans certains secteurs industriels.

«La grève générale est un grand succès de la participation démocratique des travailleurs», a déclaré lors d'une conférence de presse de mi-journée Candido Mendez, secrétaire général de l'UGT. Ignacio Fernandez Toxo, le dirigeant des Commissions, a, lui, souligné que dans nombre de centres industriels, notamment dans la sidérurgie et l'automobile, «la grève a été totale».

Et de fait la grève a été très suivie par l'ensemble des travailleurs (70 % de participation suivant les chiffres des deux centrales). Il est à noter que la grève générale a été préparée minutieusement par les confédérations et de nombreuses AG de travailleurs.

A Madrid par exemple, les AG se sont réunies la veille. De même à la veille du mouvement, l'UGT et les Commissions ont lancé à la Puerta del Sol (Madrid), dans le cœur de la capitale, la «Noche blanca de los piquetes» (la nuit blanche des piquets de grève) : un très grand nombre de militants

syndicaux s'est répandu dans l'agglomération dès minuit afin de gagner à la grève d'autres travailleurs. Ils ont par la suite sillonné les rues de la capitale durant toute la matinée pour faire de même.

Face à cette importante mobilisation, l'Etat espagnol ainsi que les gouvernements régionaux ont réagi de façon très dure en envoyant les forces de l'ordre pour disperser certains piquets de grève bloquant l'accès à plusieurs entreprises. Plusieurs grévistes ont été sérieusement blessés dans cette répression anti-syndicale et anti-ouvrière.

Ceci dit, cette grève générale est restée sur un terrain très réformiste. Les dirigeants des deux confédérations la bornant à une grève d'avertissement en direction du gouvernement socialiste de Zapatero.

Ainsi, lors de la conférence de presse du 29 septembre, les deux principaux dirigeants syndicaux ont souligné d'une même voix que, pour ce qui concernait la réforme du Code

du travail visant à favoriser les licenciements et à développer la précarité, ils ne pouvaient accepter la proposition du gouvernement de discuter uniquement ses modalités d'application (sic). «Une loi peut se changer par une autre loi».

Ils ont par ailleurs indiqué, pour éviter tout débordement, que le mouvement de grève n'avait pas pour objet de faire tomber le gouvernement socialiste mais d'obtenir «qu'il rectifie sa politique économique et sociale». Enfin, ils

se sont bien gardés de donner toute perspective à ce début de mobilisation de la classe ouvrière espagnole.

Au contraire, face à la puissante mobilisation des masses, ils ont retiré le tapis : ils attendent la réaction du gouvernement, étant entendu que, selon Candido Mendez, «une réflexion sera engagée pour continuer à porter les revendications des salariés jusqu'à ce que le gouvernement rectifie sa politique». Pour Ignacio Toxo, on ne peut attendre des syndicats qu'ils appellent d'ores et déjà à une nouvelle grève ; ce serait, dit-il, «sous-estimer l'impact de celle-ci».

Bien entendu, le gouvernement Zapatero n'en a cure. Au contraire, face à cette politique de bouzille il est encouragé à poursuivre l'offensive anti-ouvrière. En effet, suivant les ordres du FMI, des agences de notation, il a prévenu qu'il continuerait à aller le plus loin possible pour sauvegarder les positions des capitalistes espagnols. Les attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse espagnoles vont donc s'intensifier alors que la crise du capitalisme s'accélère en Europe et tout particulièrement en Espagne.



Manifestation du 29 septembre 2010 dans une grande ville d'Espagne

Mais face à l'émergence de la classe ouvrière et compte tenu de la gravité des mesures anti-ouvrières (qui ne passent pas auprès des masses), le PSOE et le gouvernement espagnol sont secoués par une crise de plus en plus importante.

Vingt jour après la grève générale, Zapatero a dû annoncer son plus important remaniement ministériel. Le nouveau ministre du travail qu'il vient de nommer, Valeriano Gómez, est un ancien conseiller de l'UGT (et accessoirement économiste et militant du PSOE) qui a occupé des postes techniques au sein du Ministère du Travail. Le 29 septembre, il a participé à la grève générale en défilant à Madrid. En outre il s'est prononcé contre cette réforme du code du travail (tout en étant pour une autre réforme).

En fait, face à la montée de la mobilisation dans la classe qui le menace, le gouvernement veut renouer un dialogue social important avec les deux centrales ouvrières pour faire passer ces mesures anti-populaires. C'est le sens de cette

nomination qui est aussi un gage politique donné aux bureaucrates. Le secrétaire général des CCOO s'est immédiatement félicité d'une telle nomination, qui pourrait de fait permettre des négociations pour une « bonne réforme » du code du travail.

Enfin il est à noter que sur le projet de réforme des retraites qui est en cours de préparation en Espagne, les directions syndicales demandent à cors et à cris un cycle de négociations avec l'Etat Espagnol.

Bref, la situation en Espagne pourrait connaître de nouveaux rebondissements avec l'accélération de la crise du capitalisme. Face à cette situation politique nouvelle, nos camarades du Noyau Germinal se posent ouvertement la question de quel mot d'ordre avancer et de quelles perspectives gouvernementales mettre en avant : gouvernement ouvrier, gouvernement des organisations ouvrières, gouvernement des syndicats, etc...

Ludovic ANSART, le 21 octobre 2010.

Note : Il est à noter que les dirigeants syndicaux des CCOO et de l'UGT avaient négocié un service minimum avec l'Etat dans le domaine des transports. Autres conséquences de cette grève générale, la production électrique a baissé de 20 % en Espagne.

LE « COUP DE HACHE » DU GOUVERNEMENT CAMERON

Le gouvernement conservateur-libéral britannique vient d'annoncer de nouvelles mesures de rigueur anti-ouvrière que la presse britannique bourgeoise a qualifiées de « *coup de hache* ».

Il faut se souvenir que le parti conservateur de Cameron avait fait campagne au printemps dernier en annonçant qu'il se devrait de tailler dans les dépenses publiques pour résoudre le déficit budgétaire, estimé à 10,1 % du PIB cette année. George Osborne, le ministre des finances du gouvernement de coalition, avait, dès son entrée en fonction, annoncé la couleur en prévoyant d'économiser 83 milliards de livres (soit 95 milliards d'euros) en quatre ans. Combiné à 30 milliards de livres (34 milliards d'euros) de hausses d'impôts déjà sur les rails, cela devrait ramener le déficit à 1,1 % en 2015.

Mais ce mercredi 20 octobre, le gouvernement, par l'intermédiaire de George Osborne, présentait officiellement son plan à la Chambre des communes. Et ce plan est d'une violence inouïe. Il tout entièrement tourné contre les travailleurs et la jeunesse britanniques. De fait, jamais depuis Thatcher une telle attaque n'avait été annoncée.

La mesure la plus emblématique est la suppression de 490 000 emplois de fonctionnaires – sur environ six millions – en moins de cinq ans, pour la plupart par des départs naturels à la retraite mais aussi par de nombreux licenciements secs (Osborne le précisant dans son discours).

Le ministre de l'économie a aussi insisté sur la volonté du gouvernement « *de supprimer le gaspillage et de réformer*

l'Etat providence des années cinquante », avec des milliards de livres de coupes dans les budgets sociaux : allocations chômage, allocations logement ou aides aux handicapés seront sérieusement réduites. Les couches populaires déjà au plus mal avec l'aggravation de la crise du capitalisme vont trinquer encore plus. Quant à la réforme des retraites elle va de nouveau être avancée : en effet, l'augmentation à 66 ans de l'âge du départ à la retraite, dont le principe avait déjà été arrêté, sera mise en œuvre dès 2020, plus tôt que prévu.

Ce plan de rigueur a été présenté par les capitalistes britanniques comme indispensable pour permettre de « garder » la compétitivité du pays. Ainsi, les milieux d'affaires de la City lui ont apporté leur soutien en estimant « *la cure d'austérité* » indispensable pour sortir le pays de l'ornière.

Le gouvernement de David Cameron peut aussi se prévaloir du soutien appuyé du Fonds monétaire international (FMI) de Dominique Strauss Kahn, qui juge ses engagements budgétaires « *forts et crédibles* ». Les travaillistes du Labour dénoncent déjà, quant à eux, une politique « *injuste* » qui frappera les plus faibles et un « *masochisme économique* » qui pourrait mettre le pays à genoux.

Maintenant, face à cette attaque d'une violence inouïe, rien n'indique que la classe ouvrière, à travers ces organisations (en particulier les TUC), ne se mobilisera pas pour contrer cette politique. Mais sur quelles bases et avec quelles perspectives politiques globales ? C'est tout l'enjeu des futurs développements de la lutte des classes en Grande-Bretagne.

Ludovic ANSART, le 21 octobre 2010.

HOMMAGE A WILEBALDO SOLANO, MILITANT REVOLUTIONNAIRE DU POUM

Le camarade Wilebaldo Solano, dernier dirigeant vivant du POUM (parti ouvrier d'unification marxiste), combattant de la révolution prolétarienne qui éclata en Espagne en 1936), est mort le 7 septembre dernier à Barcelone. Il était âgé de 94 ans et toute sa vie a été consacrée à la lutte révolutionnaire en Espagne et dans le monde.

Solano, qui fut dirigeant, à 20 ans, en 1936, de la Jeunesse communiste ibérique (JCI, les Jeunesses du POUM) était des nôtres, comme Andreu Nin, l'un des fondateurs du parti, sauvagement assassiné par les staliniens, sur ordre de Staline lui-même, en juin 1937 en Catalogne après l'échec de l'insurrection ouvrière de mai 1937 à Barcelone.

Néanmoins, le POUM n'appartenait pas au mouvement pour la IVe Internationale et Andreu Nin polémiqua de longues années avec Léon Trotsky lui-même²

sur les questions fondamentales posées par cette grande révolution qui connut la défaite début 1939.

Ce n'est pas ici le lieu de faire une recension des divergences entre le POUM et les partisans de la IVe Internationale. Nin, le POUM et Solano ont été des combattants de la révolution et l'on ne peut que rendre hommage à la mémoire du dernier dirigeant ouvrier de cette révolution en la personne de Wilebaldo Solano. D'autant plus que, reconstituant son parti après la défaite, dans les conditions difficiles de la France sous Pétain puis sous la IVe République, Solano a été l'infatigable défenseur de la mémoire d'Andreu Nin et des traditions révolutionnaires du POUM, ignoblement calomniées par les staliniens jusqu'à l'effondrement de la

bureaucratie soviétique en 1991.

Cela ne signifie pas que ce que Solano reconnaît justement comme des « erreurs » du POUM dans la révolution n'aient pas leur importance, notamment la participation du parti au gouvernement bourgeois de front populaire de la Generalitat en 1936, et qui désorienta politiquement le prolétariat. Solano justifie, dans son dernier livre, la politique de participation de son parti au gouvernement de front populaire de la Généralité de Catalogne, tout en reconnaissant que les trotskystes pouvaient défendre une autre position. En fait, il n'ose pas aller au fond de la question, celle de la nécessité de maintenir l'indépendance politique complète du prolétariat dans la révolution.

Une « erreur » qu'il a continué à défendre et à assumer toute sa vie, ce qui ne retire rien à la grandeur des combattants héroïques du POUM et des camarades Andreu Nin et Wilebaldo Solano lui-même, qui resteront dans la mémoire des générations futures.

Bernard Dandré, octobre 2010.



*Andreu Nin et Wilebaldo Solano,
dirigeants du POUM vers 1937*

² Dans son dernier livre, *Le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, (Editions Syllepse, Paris, 2002), Solano déplore que la correspondance entre Léon Trotsky et Andreu Nin n'ait pas été retrouvée dans les archives de Trotsky déposées par ses soins à Harvard. Or Trotsky lui-même, de son vivant, ne se consolait pas de la perte (ou du vol ?) de ces milliers de lettres échangées avec son vieil ami et camarade Andreu Nin depuis 1929 et dont l'étude serait aujourd'hui si précieuse.

LES NÔTRES

Aujourd'hui, mardi 17 août 2010, notre camarade Francesc Santacatalina Alonso (dit Ramón) militant républicain et socialiste, luttant infatigable de la cause nationaliste de la province de Valence est décédé. Ramón était aussi un défenseur internationaliste des causes des exploités et des opprimés. Il était un « Militant de la libre pensée, scientifique et athée », comme l'indique le faire part de décès de sa chère famille.

Il fut un militant du Groupe Germinal depuis sa fondation jusqu'à ce qu'il ait pris un autre chemin. Avec lui, nous avons partagé beaucoup d'heures de travail pour la cause ouvrière, l'internationalisme révolutionnaire et, aussi, la pratique d'un marxisme vivant, éloigné du sectarisme et toujours en recherche du renouvellement du lien entre théorie et pratique.

Ce jour, est mort non seulement un ancien camarade mais, aussi un ami et un militant de la lutte de tous les opprimés et exploités du monde entier.

Honneur a la mémoire de Francesc Santacatalina (Ramón) !



OU VA LA CHINE ?

Depuis le rétablissement progressif du capitalisme en Chine au cours des années 1980 et 90, et surtout dans la décennie qui a suivi, la classe ouvrière surexploitée économiquement et politiquement opprimée dans cet immense pays, n'a pas cessé de combattre pour ses intérêts matériels et ses droits, niés pour la plupart d'entre eux par la bourgeoisie et la bureaucratie d'Etat. Ce mouvement du prolétariat chinois semble avoir connu un tournant dans la toute dernière période, se hissant à un niveau supérieur, ce qui s'est traduit par des augmentations de salaire assez conséquentes.

Or le prolétariat chinois représente une force colossale de 400 millions d'ouvriers d'usine dont 150 millions de travailleurs « migrants ». Si l'on ajoute le même nombre environ de petits paysans et d'ouvriers agricoles de plus en plus appauvris à mesure que la bourgeoisie s'enrichit dans les villes et les campagnes, huit cents millions de travailleurs sont actuellement engagés dans la lutte, sur une population globale d'environ 1,3 milliard d'habitants !

Les différents impérialismes commencent à s'en inquiéter, tant sur le plan économique que par les conséquences sociales et surtout politiques que de telles masses en mouvement contre une féroce bourgeoisie, augurent pour la « stabilité »

LES « INCIDENTS DE MASSE » EN CHINE PREOCCUPENT LES POSSEDANTS DANS LE MONDE ENTIER

La crise économique mondiale déstabilise le cours « normal » de l'exploitation capitaliste en Chine depuis deux ou trois ans. Comme l'écrivait début 2009 l'hebdomadaire Outlook magazine, publié par l'Agence de presse officielle Chine nouvelle :

« Depuis le 2^e trimestre 2008, avec l'aggravation des difficultés économiques et les problèmes de sécurité sociale, les faillites, les licenciements et les conflits sociaux ont manifestement augmenté, ce qui a multiplié les incidents de masse » (Source : les administrations concernées », in Echanges et Mouvement, numéro spécial de mai 2010, La question syndicale en Chine, site internet : <http://www.mondialisme.org>

Les « incidents de masse » sont le lot quotidien de la lutte ouvrière dans toute la Chine depuis de nombreuses années. On entend par là des grèves, la plupart du temps accompagnées d'émeutes et de manifestations qui menacent la stabilité du régime. Ce qui est nouveau, c'est que la presse chinoise a commencé à en parler au printemps dernier qui a marqué un tournant qualitatif de la lutte dans des dizaines de grosses entreprises étrangères (et pas seulement chez Honda, Hyundai ou Foxconn), mais aussi contre les capitalistes chinois eux-mêmes. Un spécialiste des « médias chinois » à l'Université de Hongkong où existe une relative liberté d'expression, écrivait à ce propos en 2009 : « Il y a une reconnaissance que le parti ne peut plus contrôler l'information comme il le faisait par le passé ».

Autres faits, encore plus significatifs : au cours du 1^{er} semestre 2009, 58 000 « incidents de masse » (il y en avait eu 120 000 tout au long de l'année 2008 et 116 000 en 2007) ont, selon le PC chinois (PCC), perturbé « l'harmonie » de la société chinoise. Remarquons que ces « incidents de masse »

et « l'harmonie » de la Chine (deux vertus civiques assénées sans répit par le gouvernement de Pékin), mais aussi de l'Asie et du monde entier. Cette inquiétude croissante est générale car depuis quelques mois (nous en analysons plus loin les éléments dont nous avons pu prendre connaissance), il semble qu'en dépit de l'absence de centralisation de la lutte (ou alors à un niveau élémentaire, rapidement brisée par le régime), les combats de 800 millions de travailleurs se soient néanmoins hissés à un degré supérieur d'intensité, de cohésion et surtout de conscience. Un cauchemar pour tous les détenteurs de capitaux en Chine et dans le monde.

Un économiste bourgeois, Pierre-Antoine Delhommais dresse un tableau qui résume les craintes de l'impérialisme français :

« La Chine effraie par sa puissance. Une chronique entière ne suffirait pas à énumérer son palmarès, pourtant tout récent : premier exportateur mondial, deuxième puissance industrielle, premier marché automobile, premières réserves de changes, quatre des dix plus grosses capitalisations boursières, premier producteur de charbon, d'acier, d'aluminium, de ciment, d'engrais, le taux d'épargne le plus élevé de la planète... » Le Monde du 6/09/2010.

(qui ne prennent pas en compte les pétitions, *sit-in* et autres formes de protestation plus modérées et très répandues), englobent les grèves sauvages, les blocages de voies de communication (routes, chemins de fer), les affrontements avec la police, les occupations (et parfois l'incendie) de bâtiments publics, les saccages d'usines, les lynchages de cadres et de patrons, sans parler des émeutes et autres soulèvements locaux, de plus en plus fréquents et déterminés, et très sévèrement réprimés.

Liaowang, autre revue publiée par l'Agence Chine nouvelle et très lue par les hauts fonctionnaires et les « décideurs politiques », écrivait en décembre 2009, que la moitié des dirigeants syndicaux en entreprise (il s'agit des pseudos « syndicats » sous le contrôle total de la bureaucratie du PCC) sont effrayés par la vague de conflits qu'ils sentent venir en 2010.

2010 précisément : nous y sommes. La presse chinoise, reflétant le sentiment de la nouvelle bourgeoisie (issue de la fraction de la bureaucratie ayant pillé la propriété étatique, de l'ancienne bourgeoisie « réhabilitée » de Taïwan et de commerçants de la diaspora), commence à se faire plus que du mauvais sang sur ce qui se passe et se prépare dans l'Empire du milieu et laisse entendre que le pire est encore à venir. Tirant le bilan des conflits de l'année 2009, la revue Liaowang écrit encore :

« Les conflits du travail qui ont conduit à des incidents de masse sont un des faits les plus marquants de cette année (2009, ndlr). Et Dan Guangnai, spécialiste de ces conflits de masse à l'Académie des sciences, de poursuivre : « Dans ces incidents, on peut voir en particulier la force des ouvriers de l'industrie. Nous avons besoin de suivre de près ces tendances dans les relations du travail dans les grandes régions d'industrie moderne ».

QUE S'EST-IL PASSE DANS LES USINES CHINOISES EN MAI ET EN JUIN 2010 ?

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des informations complètes sur les faits précis concernant les luttes de classe en Chine aujourd'hui, ce qu'on en sait permet de caractériser ce qui s'est passé au printemps. Le tournant s'est produit lors du conflit de début mai à l'usine Foxconn de Shenzhen (fabricant taïwanais d'I-phone, massivement implanté en Chine continentale) où les ouvriers sont condamnés à travailler 7 jours sur 7 pendant 12 semaines consécutives de travail intensif. On comprend pourquoi une vague de suicides s'y est produite malgré la présence de 2000 « psy » employés par le groupe. Pour en finir avec la grève, le patronat a dû accorder une augmentation de 24 % des salaires.

Cette grève eut un immense retentissement dans toute la Chine. Une première vague de conflits victorieux a d'abord eu lieu dans le delta très industrialisé de la Rivière des Perles (province du Guangdong où sont concentrées les grandes villes industrielles de Canton, Shenzhen, Hongkong, Macao). Beaucoup d'usines y sont aux mains de capitalistes « étrangers » comme Honda où 75 % d'augmentation des salaires ont été arrachés. Mais début juin, les capitalistes chinois eux-mêmes ont été touchés par le mouvement, dans la distribution, la restauration, les entreprises et les chantiers autour de Shanghai et de Xian, au centre du pays. Des grèves inattendues ont été déclenchées dans les provinces de Guizhou et du Yunnan, dans le Sud déshérité, contre les formes de travail forcé proches de l'esclavage, notamment dans le secteur des briqueteries possédées par des patrons membres du PCC.

On relate un cas significatif, peut-être pas isolé : chez un fournisseur de Honda, semble-t-il, l'Assemblée générale des travailleurs a adressé un ultimatum en deux points au patronat : une hausse des salaires et le droit de former des syndicats indépendants. Marx n'expliquait-il pas, au 19^e siècle, alors que se constituait le mouvement ouvrier en Angleterre et en Europe : « *Toute lutte de classe est une lutte politique* » ?

Qu'on en juge. Partout, les autorités locales ont réagi de la même façon, par une combinaison des arrestations de « meneurs », des hausses de salaires et l'accusation de « maltraitance » de la part des patrons « étrangers ». Certains font remarquer que la bureaucratie polonaise, utilisa, à l'été 1980, la même tactique lors des grandes grèves de Gdansk et la Baltique (voir notre article sur la Pologne dans ce numéro de CPFC).

LE PROLETARIAT CHINOIS EN LUTTE SE MET A « PENSER AUTREMENT »

Dans le même temps, l'industrie chinoise est en crise, subissant de plein fouet celle de l'impérialisme mondial depuis trois ans. Les usines ferment par milliers. Certaines sources indiquent que depuis 2007, la moitié environ (70 millions) des travailleurs migrants (c'est à dire ballottés entre la ville et la campagne et privés quasiment de tous droits) ont été licenciés et forcés de rentrer « chez eux » à la campagne.

Mais il y a beaucoup plus grave pour la classe dominante. Zhang Jianguo, directeur du Département des négociations collectives de la FNSC (la centrale « syndicale » officielle chinoise, appelée aussi l'ACFTU), a déclaré à la revue Liaowang déjà citée :

« Les conflits du travail qui se sont développés depuis des années et qui se combinent avec les nouveaux conflits et problèmes liés aux restructurations des entreprises d'Etat sont en train de changer la façon de penser des travailleurs [souligné par moi, F.L.]. Ce changement échappe cependant à certains officiels du Parti et du gouvernement et cela entraîne

LE COMBAT D'UN TROTSKyste CHINOIS : WANG FANXI

Bien que publié en 1988, La marche de Wang¹, livre autobiographique de Wang Fanxi, est aussi une histoire vivante du mouvement communiste (et surtout trotskyste) en Chine, écrite par un combattant, partisan de Léon Trotsky. Comme dans un certain nombre d'autres pays, quelques fondateurs et cadres du Parti communiste chinois, au tout début des années 20, sont passés à l'Opposition de gauche après la défaite de la révolution de 1925-1927. Grâce à leur combat, le programme marxiste a été maintenu et enrichi dans ce pays-clé de l'Asie, jusqu'aux premières années du régime maoïste qui les extermina en décembre 1952. En cela, ce livre est plus qu'un témoignage et conserve toute son... actualité.

Ecrit en 1957, La marche de Wang est un livre déjà ancien et qui fait autorité parmi les militants trotskystes et internationalistes ayant combattu dans la seconde partie du 20^e siècle. Mais il garde tout son intérêt pour la nouvelle génération, aidé en cela par sa fraîcheur d'écriture. Il n'est pas possible de faire abstraction, alors que nombre d'indices annoncent la possibilité d'une révolution prolétarienne dans la Chine actuelle, du passé révolutionnaire de la classe ouvrière. La vie militante de Wang Fanxi, une des rares à n'avoir été brisée, ni par les staliniens maoïstes, ni par la cruelle bourgeoisie « nationale » regroupée dans le Guomindang de Tchang-Kaishek, ni par l'impérialisme japonais, toutes forces conjuguées ayant tenté d'éradiquer le trotskysme en Chine, permet de comprendre que malgré sa « disparition » comme organisation, le marxisme authentique a été très vivant en Chine.

Vivant par son combat incessant au sein du prolétariat (alors que les staliniens - maoïstes - se sont tournés dès les années 30 essentiellement, vers la paysannerie pour encadrer son mouvement, négligeant le prolétariat des villes), par le travail d'analyse accompli par les trotskystes à partir des défaites de la lutte révolutionnaire en Chine, vivant du fait de l'envergure de son dirigeant historique, Chen Du-xiu, fondateur du PCC et combattant infatigable de la révolution, vivant par le rôle joué à l'époque par la jeunesse, d'abord les étudiants communistes chinois de Moscou à la fin des années 20, majoritairement trotskystes¹, vivant par toutes les traditions de combat qu'un tel livre a permis de conserver pour les générations futures qui sont celles d'aujourd'hui.

Il est impossible de résumer un tel livre qui pose nombre de questions théoriques et tente

une exacerbation des problèmes avec des résultats désastreux ».

La bureaucratie d'Etat, dont le sort est étroitement lié à celui de la bourgeoisie « émergente », tente désespérément de trouver, mais en vain, une solution à ce qui apparaît comme la quadrature du cercle. Comment introduire un élément de « démocratisation » dans les rapports sociaux, notamment dans les syndicats, lesquels sont dirigés par les cadres du PCC qui sont souvent les nouveaux patrons des entreprises ? L'apparition de syndicats indépendants, que réclament aujourd'hui les secteurs les plus avancés du prolétariat chinois, ne peut être que l'œuvre des travailleurs, c'est à dire le produit de luttes de classes d'une très grande ampleur, et ne peut déboucher que sur une crise révolutionnaire. C'est ce qui s'est passé en Pologne, de 1956 à 1980 où les grandes grèves de la Baltique, en août de cette année-là, ont marqué le début de la révolution politique dans ce pays.

Dans tout ce que l'on peut lire ces derniers temps sur le mouvement ouvrier chinois revient un thème obsessionnel : les maîtres actuels de ce pays font tous le même cauchemar (et cela depuis des années), voyant se dresser, dans savoir comment le conjurer, le spectre de *Solidarnosc*. La bureaucratie d'Etat et la bourgeoisie chinoises, qui ont tiré les leçons des grèves polonaises de 1980, sentent que leur marge de manœuvre se rétrécit de plus en plus. Et elles se divisent sur les moyens de conjurer la crise politique qui vient.

Lors du « printemps chinois » de 2010, la presse internationale a mentionné l'existence de 27 grèves d'importance dans la plupart des régions. Partout d'importantes augmentations de salaires ont été arrachées : au Henan, à Chongqing, à Lanzhou dans la région de Shanghai, les salaires ont même été doublés. Nous avons mentionné ce qui s'est passé dans la région très industrialisée du Guangdong (Canton, Shenzhen, etc.)

Soulignons un autre fait significatif. Dans l'immense usine Honda d'assemblage des boîtes de vitesse à Foshan, près de Canton, lors de la grève spontanée de mai et juin, les jeunes ouvriers ont affronté les représentants « syndicaux » en la personne du directeur et autres cadres dirigeants de l'entreprise et réussi à imposer leurs propres délégués.

Seize représentants élus formant un véritable comité de grève ont exigé 50 % de hausse des salaires (les ouvriers de Honda

d'apporter des solutions à partir des discussions engagées à l'époque parmi les trotskystes chinois. Notamment sur la définition de la nature de l'Etat instauré en 1949 :

« Le PCC est-il un parti stalinien ? Dans quelle mesure est-il stalinien et quelle position occupe-t-il dans le stalinisme en tant que système mondial ? Mao est-il un titiste chinois ou en passe d'en devenir un ? Quelle est la nature de la République populaire de Chine et quelle position devrions-nous adopter envers elle ? (...)

Telles sont quelques-unes des préoccupations théoriques de l'auteur qui aborde les problèmes de la révolution en Chine sous l'angle de l'intervention dans la lutte des classes. C'est dire tout l'intérêt d'un ouvrage passionnant qui n'a pas pris une ride.

¹ Wang Fanxi, La marche de Wang, Mémoires d'un révolutionnaire chinois, Editions La Brèche, Paris, 1988, 317 p. Ce livre, quoique ancien, n'a pas disparu des librairies spécialisées.

² Comme l'a bien établi le numéro 15 des Cahiers Léon Trotsky, de septembre 1983.

semblent avoir obtenu 35 %). Plus grave, la presse a reproduit certains propos des grévistes, comme ceux-ci par exemple :

« Nous ne nous battons pas simplement pour les droits des 1800 ouvriers de Honda, mais pour ceux des travailleurs de toute la Chine ! » Ces travailleurs ont fait des émules dans la Chine entière, au point que la presse a été rapidement muselée une fois la victoire remportée à Honda-Foshan.

UNE TÂCHE IMPOSSIBLE : REFORMER LA BUREAUCRATIE PAR DES MESURES DECIDEES « EN HAUT »

Le gouvernement de Pékin a une conscience aiguë qu'il n'est plus possible de continuer comme par le passé. Si le « printemps chinois » de 2010 a été jugulé, il sait que tôt ou tard, une gigantesque explosion sociale risque de mettre à bas tout l'édifice de l'Etat bureaucratique. Ce serait l'ouverture d'une révolution prolétarienne aux conséquences incalculables pour le monde entier. Comme en Pologne en 1980, le régime concocte des « réformes » pour tenter d'amadouer les masses, qui n'acceptent plus l'ordre ancien. Qu'en est-il réellement ?

Selon Liu Jichen, directeur du département juridique de la Centrale « syndicale » unique, il est prévu de changer le mode de rémunération des leaders syndicaux et même de permettre leur élection par la base des travailleurs. Et ce haut fonctionnaire de parler d'un processus de « gestion démocratique » des syndicats au niveau local. Mais ces derniers, lors des conflits du printemps, se sont fait partout les auxiliaires des forces de répression et l'on a rapporté plusieurs cas de grévistes battus par des « responsables » du syndicat.

Personne n'est dupe et chacun sait que toute « réforme » du régime n'est qu'une tentative vaine. Une association pour les droits des travailleurs, basée à Hongkong, explique : *« l'ACFTU fait une concession à la force de travail car elle craint une escalade des mouvements sociaux »*. Apo Leong, porte-parole d'une autre organisation de défense des travailleurs chinois, souligne qu'il s'agit de « contenir la pression interne et externe, et les critiques virulentes contre la FSTC ».

Le fonctionnaire « syndical » de haut rang Liu Jichen, cité plus haut, prend soin de préciser que « même avec l'élection directe (des leaders syndicaux), aucun autre mode de fonctionnement que l'actuel, où la base est menée par les autorités supérieures, ne sera autorisé ».

Aucune « réforme » de la législation du travail en Chine ne saurait faire échapper les travailleurs au contrôle conjoint de l'appareil du parti et des patrons. Toute tentative de « changement » se heurte à cette quadrature du cercle.

UNE FORMIDABLE REVOLUTION PROLETARIENNE EST INELUCTABLE

Néanmoins, le régime redoute l'immobilisme qui devient de plus en plus intenable. La situation est à tel point explosive qu'il ne lui reste que les promesses comme tentative désespérée de se rallier les esprits, ne serait-ce que par des concessions compatibles avec son existence, (mais jusqu'à quel point ?) comme les récentes concessions sur les augmentations de salaire. La publicité donnée aux « projets » résumés ci-dessus aggrave d'ailleurs le mal, car la presse nationale chinoise met ces questions brûlantes au premier plan et ouvre ainsi un large débat sur la condition ouvrière, très dangereux pour elle.

Toutes les révolutions politiques qui ont eu lieu au 20^e siècle (en Hongrie et en Pologne notamment) ont commencé de la sorte. Or la libération du débat public dans de tels régimes se heurte immédiatement à la dure réalité non réformable. Les contradictions s'accusent, la conscience des travailleurs se hisse à un niveau supérieur, des formes d'organisation de masses non contrôlées par le régime finissent par apparaître, provoquant l'ouverture d'une crise incontrôlable. Ainsi se prépare en Chine la plus formidable révolution prolétarienne de toute l'histoire de l'humanité.

La situation chinoise présente néanmoins une particularité. Les rapports de production y étant pour l'essentiel devenus capitalistes, à la ville comme à la campagne³ (bien que la privatisation du secteur étatisé de l'industrie ne soit pas achevée), la révolution qui couve sera une révolution sociale. Mais du fait de l'absence totale de libertés et alors que le pouvoir reste concentré entre les mains d'une bureaucratie anti-ouvrière se réclamant du « communisme », les formes de la lutte ressemblent par bien des aspects à celles déjà expérimentées en Hongrie en 1956 et en Pologne en 56, 70-71, 76 et 80-81. On peut dire que dans une certaine mesure, la révolution chinoise à venir combinera, sans doute de façon originale, des traits de la révolution politique et de la révolution sociale.

On n'en est pas encore là, sinon au tout début de grands développements à venir. Mais la voie est tracée et les masses semblent en avoir pris une conscience nouvelle dans la dernière période. Les augmentations de salaires arrachées un peu partout au printemps dernier à tel point que le régime a décidé d'augmenter l'été dernier de 20 % le salaire moyen⁴ représentent de ce point de vue une victoire du prolétariat chinois. Et il le sait comme les ouvriers du monde entier l'ont aussi fort bien compris.

L'impérialisme est lui aussi d'une extrême vigilance à propos de la Chine. L'agence de presse économique Reuters, qui fait autorité auprès des bourgeoisies du monde entier, a beau minimiser les victoires obtenues par le mouvement gréviste de mai et juin derniers, y voyant des « épiphénomènes locaux » plutôt qu'« un véritable mouvement de fond », est éperdument du côté du pouvoir :

« De toute façon, écrivait Reuters à la mi-juin, Pékin ne permettra pas que les troubles s'aggravent. Le contrôle du Parti communiste sur les syndicats est très efficace. Le tournant historique, quand il sera approprié d'employer ce terme, surprendra vraiment par sa vitesse »⁵.

La City de Londres tout comme Wall Street s'attendent au pire, concernant la Chine. Seuls les délais ne sont pas écrits

d'avance. Mais l'immense mouvement de près un milliard de travailleurs chinois contre les exploités est en marche. Personne ne peut nier cette réalité.

³ Nous avons conscience que l'analyse des rapports économiques et sociaux dans l'immense Chine ainsi que le développement des luttes de classes, au moins depuis la restauration du capitalisme dans ce pays, nécessite une analyse poussée de la situation concrète et de son évolution. A partir de là, il deviendrait possible aux militants internationalistes (et aux Chinois au premier chef) de dégager les grandes lignes d'un Programme d'action pour la Chine, avant et pendant la crise révolutionnaire dont nul ne peut dire dans quels délais elle adviendra. Il existe un très grand nombre de courants et de groupes se réclamant du mouvement ouvrier et qui tentent d'analyser ce qui se passe dans ce pays et va sans doute bouleverser le monde dans un avenir prochain. Mais, à notre connaissance, aucun de ces groupes, pour la plupart centristes, n'ouvre de perspective. La tâche des marxistes est de se tenir prêts à toute éventualité et de nourrir ce puissant mouvement de classe, une lame de fond que nul ne saurait enrayer quand elle déferlera.

⁴ Certains économistes qui ne voient que cet aspect des choses dans ce qui se passe aujourd'hui en Chine expliquent doctement que l'économie chinoise ne peut que profiter de ces augmentations de salaires qui devraient, selon eux, permettre un développement du marché intérieur alors que les exportations, jusqu'alors le moteur de la « croissance à deux chiffres », subissent de plein fouet les conséquences de la récession mondiale. Cette thèse est unilatérale car la féroce bourgeoisie chinoise, qui combat pour maintenir des profits maxima, se refuse depuis toujours à toute concession salariale et à l'institution des droits fondamentaux (indépendance syndicale, sécurité sociale, couverture santé, retraites décentes, droits des travailleurs migrants, etc.) pour les masses qui devront les arracher par une lutte acharnée de caractère révolutionnaire. Il n'en demeure pas moins que le 19 août, le *China Daily* annonçait que la grande majorité des provinces chinoises avaient, cette année, relevé de plus de 20 % le salaire minimum. C'est là la conséquence de la vague de grèves qui ont défrayé la chronique au printemps dernier.

⁵ Note additionnelle. – Cet article était achevé quand le quotidien « Le Monde » des 12-13 septembre 2010 rapportait les déclarations récentes faites à Shenzhen par le premier ministre chinois Wen Jiabao et le président Hu Jintao. Shenzhen, au cœur de la « zone économique spéciale » au nord de Hongkong, avait été choisie il y a 30 ans par Deng Xiaoping, pour y développer le capitalisme. Shenzhen a été en mai dernier le théâtre d'importantes grèves ouvrières accompagnées de suicides dans l'immense usine-bagne à capitaux taïwanais de Foxconn. Wen Jiabao a expliqué le 21 août que sans « réformes du système politique, les bénéfices des réformes économiques seront réduits à néant ». Dans la foulée, le 6 septembre, le président chinois Hu Jintao a fait aussi sa propre « tournée d'inspection » à Shenzhen pour « réaffirmer, d'un ton qui rappelle celui de Deng Xiaoping, l'importance de la réforme, cette fois politique et non plus seulement économique » a résumé Mme Cui Weiping, professeur de sciences sociales à l'Académie du cinéma de Pékin. Et cette « opposante » au régime de conclure : « Notre but n'est pas de renverser le pouvoir mais d'enclencher un processus qui permette que le pouvoir aujourd'hui absolu et illimité du Parti communiste devienne relatif et limité ». C'est précisément ce qui est impossible. D'autant plus que toutes les belles déclarations des gouvernants de Pékin sont systématiquement ignorées et contrées par les bureaucrates de province qui ont une peur bleue de perdre la moindre parcelle de leur pouvoir, ce qui risquerait de mettre la machine bureaucratique à bas. Le gouvernement chinois et ses « opposants » cherchent désespérément à éviter l'affrontement général avec les masses. L'appareil résiste de toutes ses forces. C'est l'impasse. Seul le prolétariat, appuyé sur la masse des petits paysans, peut ouvrir une issue. Et, en Chine, cette conviction fait son chemin dans les consciences (14-09-2010).

Fabrice LEFRANCOIS, le 12 septembre 2010.

IL Y A 30 ANS, LA REVOLUTION POLITIQUE COMMENÇAIT EN POLOGNE

Il y a 30 ans, en août puis en septembre 1980, la bureaucratie polonaise, confrontée à l'immense mouvement gréviste des ouvriers des ports de la Baltique, bientôt étendu aux mineurs de Silésie et à tout le pays, était contrainte de satisfaire nombre de revendications ouvrières et surtout de tolérer, quoiqu'à son corps défendant, l'existence des syndicats indépendants *Solidarnosc*, fondés tout au long de l'été. Dix millions de travailleurs sur treize (plus les petits paysans avec leurs propres syndicats *Solidarnosc* à la campagne) s'organisaient rapidement et une dualité de pouvoir s'instaurait dans ce pays.

La révolution politique (qui avait déjà lancé ses premières flammes lors du « printemps d'octobre » en 1956, puis dans les grandes grèves de la Baltique à Gdansk et Szczecin en 1970-71, ainsi qu'à Ursus et Radom 1976) prenait son essor et posait la question cruciale de toute révolution prolétarienne : à qui devait revenir le pouvoir, à la classe ouvrière en lutte ou à la dictature restaurée de la bureaucratie stalinienne, agence de l'impérialisme à la tête de l'Etat polonais ?

On comprend pourquoi, trente ans après, pas plus le régime bourgeois actuel que la grande presse mondiale n'ont fait allusion à cette grande révolution que tous entendent reléguer dans l'oubli comme un *mauvais souvenir*. Tant il est vrai que les possédants, l'impérialisme et la nouvelle bourgeoisie polonaise (issus des rangs de la bureaucratie) n'aiment pas qu'on leur rappelle l'existence des révolutions qui sont leur cauchemar, surtout à l'époque de la faillite mondiale du régime capitaliste.

Comme en 1970 et en 76, l'explosion sociale avait eu pour cause immédiate de très fortes augmentations des prix, notamment alimentaires, décrétées par le gouvernement Gierek le 1^{er} juillet. Si la vague de fond gréviste a pris son essor à la mi-août aux chantiers navals Lénine de Gdansk, dès juillet, plus d'une centaine d'entreprises avaient déjà débrayé dans toute la Pologne et, fait inouï, en élisant leurs propres représentants ouvriers. A Poznan comme à Lublin, Varsovie, etc., la bureaucratie devait concéder des augmentations de salaires pour tenter d'en finir avec le mouvement.

Mais début août la « grève était dans l'air » et il a suffi d'un incident pour que s'embrasent à nouveau les chantiers navals de la Baltique (à Gdansk, Gdynia et Sopot puis à Szczecin) à partir de la mi-août. Cet incident, ce fut le licenciement arbitraire d'une militante connue, grutière aux chantiers

UN PUISSANT MOUVEMENT DE CLASSE MAIS SANS DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Comme dans la plupart des révolutions ouvrières du 20^e siècle, la révolution politique en Pologne de 1980-81 s'accomplit sans avoir pu surmonter la contradiction entre la puissance du mouvement gréviste qui mit la bureaucratie à genoux et la nécessité impérieuse, pour le prolétariat, d'engager sans tarder la lutte pour le pouvoir. Il était indispensable, pour vaincre, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique de l'Etat stalinien pour lui substituer l'Etat des conseils ouvriers ouvrant la voie à la révolution dans l'Est de l'Europe et en URSS même, en liaison avec les luttes de classe du prolétariat européen et mondial.

Et pourtant, en Pologne, la dualité de pouvoir devait durer

navals Lénine de Gdansk, Anna Walentynowicz, à six mois de la retraite. Ouvrière modèle très respectée par les travailleurs, elle était l'une des plus actives pour la constitution de syndicats indépendants dont, à partir de 1976, elle diffusait le journal *L'Ouvrier du Littoral*. Le lecteur se souvient que le 10 avril de cette année 2010, Anna Walentynowicz devait périr dans l'accident d'avion qui s'écrasa avec un grand nombre de dirigeants de l'actuel Etat bourgeois polonais, dans les environs de Smolensk en Russie.

Comme beaucoup de militants qui luttèrent pour la création de *Solidarnosc*, Anna Walentynowicz se définissait à la fois comme « communiste » et « catholique ». Ce qui ne l'empêcha pas de s'opposer résolument dès le début de la grève, en août 1980, à la politique conciliatrice de Lech Walesa, agent contre-révolutionnaire de l'Eglise à la tête de *Solidarnosc* qu'il parvint à paralyser et désarmer politiquement au profit de la bureaucratie qui put restaurer son pouvoir lors du coup d'Etat de décembre 1981, prenant la classe ouvrière au dépourvu.



Anna Walentynowicz parmi les ouvriers

C'est sous le régime de ce général que la bureaucratie prépara la restauration du capitalisme en Pologne, laquelle se produisit à la fin des années 80, avec le concours très actif de l'Eglise. Cette histoire, celle de la destruction de *Solidarnosc* et de la défaite de la révolution politique reste encore à écrire, mais du point de vue du prolétariat révolutionnaire, afin d'en tirer toutes les leçons.

seize mois sans qu'ait pu être constitué le parti révolutionnaire nécessaire à la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir dans de telles conditions. Quelques analystes, notamment de l'ex-LCR et de l'ex-«SU» de la prétendue IV^e Internationale, se contentent d'expliquer que la révolution polonaise fut à la fois « écrasée et trahie ». Ecrasée par le coup d'Etat militaire du 13 décembre 1981 et trahie par l'aile dirigeante pro-bourgeoise de *Solidarnosc* qui contribua, sous la houlette de l'Eglise et avec la complicité active de la bureaucratie restauratrice, à la réintroduction du capitalisme. C'est oublier l'essentiel, c'est-à-dire la responsabilité de ceux qui se réclamaient de la révolution politique ou « anti-bureaucratique ».

Et d'abord celle des dirigeants du KOR, le Comité de défense des ouvriers fondé par Jacek Kuron après la répression des grèves de 1976, lequel Kuron, avec Karol Modzelewski, avait élaboré au début des années 60 un programme de « révolution ouvrière anti-bureaucratique » sous la forme d'une « Lettre ouverte au parti » officiel de la bureaucratie, le POUP. Or, en 1980, Kuron abandonnait toute référence au marxisme.

Comme l'écrivaient dans Inprecor (l'organe de la fraction de la IVe Internationale mentionnée plus haut, n° 509 de septembre 2005), deux militants de ce courant, Zbigniew Kowalewski et Jan Malewski :

« Le programme abandonné par Kuron et par le milieu oppositionnel regroupé autour de lui n'a été repris par aucune organisation ou groupe politique. C'est un paradoxe. (...) La tension (après 1970) aurait dû conduire au moins à l'apparition d'une opposition de gauche radicale, sinon d'un noyau de parti révolutionnaire. Mais rien de tel n'a eu lieu. De même après juin 1976, qui aurait dû être interprété comme l'annonce d'un grand orage. Pire, même Août 1980 n'a pas conduit à un changement sur ce terrain ».

Les auteurs en décernent les causes dans les conditions très dures de la lutte révolutionnaire sous le régime de la bureaucratie tout en déplorant l'attitude politique de Jacek Kuron et de ses amis. Il semble plutôt que la raison de cette carence, alors que toutes les conditions objectives de l'apparition d'un parti ouvrier révolutionnaire étaient réunies en Pologne, tiennent essentiellement à des facteurs subjectifs, dans la volonté ou l'absence de volonté des courants (de tous

les courants) se réclamant du trotskysme d'assurer une telle tâche historique. Nous y reviendrons dans le détail lors d'un prochain travail sur la révolution politique au 20^e siècle en Hongrie et en Pologne.

Au moment où en Chine (voir notre article dans ce Bulletin), le prolétariat est confronté aux mêmes problèmes qu'en Pologne il y a trente ans et plus, un tel bilan n'a rien d'académique mais est au contraire d'une actualité brûlante. Rosa Luxembourg l'avait déjà souligné dans son dernier écrit publié dans *Die Rote Fahne*, le quotidien du KPD du 14 janvier 1919, la veille même de son assassinat, sous le titre « *L'ordre règne à Berlin* » :

« Les révolutions nous ont apporté jusqu'à aujourd'hui des défaites continuelles, mais ces défaites inévitables sont pour l'avenir autant de garanties de la victoire finale... Tout cela à une condition ! Il s'agit de savoir dans quelles circonstances les défaites correspondantes avaient été subies : si elles résultaient de ce que l'énergie de lutte des masses lancées à l'assaut se heurtait aux limites d'une insuffisante maturité des conditions historiques préalables ou de ce que l'action révolutionnaire elle-même était paralysée par l'indécision, la tiédeur, les faiblesses intérieures. »

Poser ainsi la question, c'est déjà y répondre pour une grande part. Mais cela ne dispense pas de l'analyse concrète de la situation concrète. La révolution politique en Pologne, de 1956 aux années 80 est le bien commun des révolutionnaires du monde entier. Il s'agit plus que jamais de savoir en tirer les enseignements pour le présent et l'avenir.

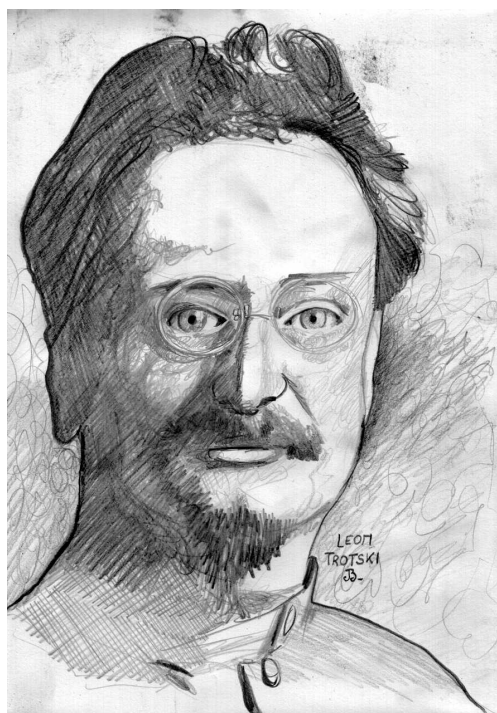
Fabrice LEFRANCOIS, le 13 septembre 2010.

IL Y A 70 ANS, LA BUREAUCRATIE STALINIENNE FAISAIT ASSASSINER TROTSKY

Dans l'après-midi du 20 août 1940, alors qu'il recevait dans son bureau le soi-disant homme d'affaires Frank Jacson (l'un des nombreux pseudonymes qu'avait pris le tueur, en réalité catalan, Ramón Mercader del Rio, pour rendre plus aisée sa triste besogne) qui était prétendument venu lui soumettre un projet d'article, le compagnon de Lénine et fondateur de l'Armée rouge, l'un des derniers survivants de la direction bolchevique qui avait ébranlé le monde vingt-trois ans plus tôt et que Staline n'était pas encore parvenu à éliminer, Léon Davidovitch Bronstein universellement connu sous le nom de Trotsky, était mortellement blessé dans sa résidence de la banlieue de Mexico par un violent coup de piolet asséné par son agresseur.

Un esprit peu au fait des réalités politiques pourrait s'étonner que le chef d'un État puissant comme l'était désormais l'Union Soviétique ait pris la peine de faire exécuter par un des sicaires stipendiés par le GPU, un homme qui avait été expulsé successivement de France et de Norvège et que seul, le Mexique de Lazaro Cárdenas avait accepté d'accueillir, sur toute une planète qui était étrangement devenue, pour ce proscrit, un espace sans visa.

Quel danger pouvait donc bien représenter un homme dont les rares partisans, déjà en butte à la répression dans les



Portrait au crayon de Léon Trotsky – anonyme

divers états bourgeois, qu'ils fussent « démocratiques » ou fascistes, étaient en outre pourchassés et calomniés comme des espions et des traîtres à la solde du nazisme, voire de simples criminels de droit commun par les directions des partis inféodés à la bureaucratie stalinienne dont certains, notamment le Parti Communiste de France (qui ne s'appelait pas encore officiellement Parti communiste français), étaient d'influents organisations disposant d'un appareil puissant et d'un crédit certain dans la classe ouvrière et au-delà ?

Pourtant pour tout observateur sérieux ou simplement honnête, l'acharnement de Staline et de ses sbires internationaux contre le révolutionnaire qui continuait contre vents et marées à défendre les idéaux d'Octobre, à dénoncer leur trahison par la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique et de la Troisième Internationale à ses ordres et surtout à organiser, par la proclamation de la IV^e Internationale et l'adoption de son *Programme de transition* en septembre 1938, la poursuite de la lutte pour la révolution mondiale dans l'esprit qui avait été celui des quatre premiers Congrès (1919-1924) de l'Internationale Communiste, cet acharnement ne pouvait faire aucun doute.

Il suffit d'énoncer seulement quelques uns des faits intervenus dans la période qui précéda immédiatement l'assassinat de Mexico, pour être édifié.

Dès l'annonce officielle, le 6 décembre 1936, par le Président mexicain L. Cárdenas de sa décision d'accorder le droit d'asile à Trotsky en vertu de considérations humanitaires et liées aux traditions démocratiques de son pays, le secrétaire général du Parti communiste mexicain de l'époque, Herman Laborde, adressa au Président une lettre comminatoire et menaçante dans laquelle il l'avertissait qu'au cas où il donnerait suite à cette décision, son parti « *se verrait alors obligé* [conformément à la politique des fronts populaires décidée par le VII^e Congrès de l'IC en 1935, le PCM, comme les autres partis stalinisés, apportait alors par ailleurs un soutien politique inconditionnel aux gouvernements bourgeois de collaboration de classe] *d'appeler les masses populaires à protester et à employer tous les moyens efficaces et plausibles pour empêcher Trotsky de fouler la terre du Mexique* » [C'est nous qui soulignons]

On n'allait pas tarder à voir ce que recouvrait cette formule digne d'un chef mafieux.

En effet, dès l'arrivée de Trotsky sur le territoire mexicain, le 7 janvier 1937, les membres de la Quatrième Internationale ne manquèrent pas de signaler le ballet incessant d'agents notoires du GPU tels que le français Georges Fournial, responsable jusque dans les années quatre-vingts de la commission Amérique Latine de la section de la politique extérieure du Comité Central du PCF et qui dans une lettre-testament diffusée seulement après sa mort (en août 1994) tenait encore à se disculper de l'imputation d'avoir été dépêché au Mexique pour y préparer l'attentat contre Trotsky (preuve que les soupçons qui pesaient contre lui dès cette époque étaient loin d'être sans fondement), ou encore le tueur stalinien italien Vittori Vidali (alias Carlos J. Contreras) qui restera membre du Comité Central du Parti Communiste Italien jusque dans les années 70 et qui s'était rendu tristement célèbre en Espagne comme l'un des bourreaux des militants trotskystes et Poumistes.

Dans le même temps, les meurtres de militants ayant rompu

avec l'appareil stalinien tels qu'Ignace Reiss ou des deux anciens secrétaires de Trotsky, Erwin Wolf (septembre 1937) et Rudolf Klement (14 juillet 1938) et du fils même de Trotsky, Léon Sedov, mort à la suite d'une banale crise d'appendicite dans une clinique parisienne tenue par des russes blancs où le GPU avait des agents infiltrés (16 février 1938), montraient que l'étau se resserrait autour du révolutionnaire russe et des membres de son entourage.

Mais comme les temps changent et que les dirigeants staliniens savent être de parfaites girouettes, ce n'est plus d'agents hitlériens que sont désormais qualifiés les trotskystes (pacte germano-soviétique du 22 août 1939 oblige !), mais de suppôts de l'impérialisme anglo-américain.

C'est dans ce cadre que le Parti communiste mexicain, désormais purgé de son ancienne direction pas assez souple pour se plier à la nouvelle ligne, organise sous la direction du peintre David Siqueiros une première attaque criminelle contre la villa de Coyoacán où résident désormais Trotsky et sa famille (24 mai 1940).

L'opération échoue lamentablement et les tueurs doivent repartir bredouilles et affronter les embarrassantes conclusions de l'enquête de la police mexicaine qui pointent sans ambages l'évidente implication de la direction du Parti communiste mexicain dans l'entreprise.

Or, malgré cet échec retentissant, Staline et ses agents n'attendent que quelques mois, comme on l'a vu, pour faire une nouvelle tentative qui malheureusement cette fois-ci réussira.

On peut mesurer à cette obstination combien Staline, à la tête d'un Etat et d'une police politique toute puissante, craignait encore le révolutionnaire qui représentait physiquement et politiquement la continuité avec cette révolution socialiste dont toute sa politique intérieure et extérieure était la négation.

Loin d'être un fait divers dramatique mais appartenant à un passé désormais révolu et considéré par certains presque comme folklorique, cet épisode de criminalité politique conserve aujourd'hui une valeur démonstrative.

Il illustre en effet que la faiblesse numérique des défenseurs d'un idéal de transformation révolutionnaire de la société n'est nullement un indice de déclin de la potentielle puissance dont est porteur cet idéal, seul espoir d'un avenir de progrès et d'émancipation pour l'humanité tout entière.

Tant il est vrai que les défenseurs de l'ordre ancien, qu'ils appartiennent à la classe des exploités capitalistes ou à ceux qui dans le mouvement ouvrier ont tourné le dos à leur tâche historique, conscients de n'être que des colosses aux pieds d'argile, font et feront tout pour éteindre le foyer qu'ils craignent tant de voir se propager.

Les militants trotskystes et révolutionnaires ont donc le devoir de rappeler sans cesse, à travers des événements comme celui de l'assassinat de Trotsky, la permanence de cet espoir et la vigilance qui s'impose contre tous ceux qui, y compris de nos jours (et ils s'en trouvent un certain nombre, malheureusement, même parmi ceux que nous sommes amenés à côtoyer dans de justes luttes) voudraient voir se perpétuer le règne du mensonge et du dévoiement des idéaux révolutionnaires.

B. Rienzi. Septembre 2010.

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à « **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes** ».

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse

de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature :